



# *Troisième rapport annuel sur le commerce international du Canada*

---

*Le point sur le commerce*

**MAI 2002**

Le document est disponible sur notre site Web à [www.dfait-maeci.gc.ca/eet/state-of-trade-f.asp](http://www.dfait-maeci.gc.ca/eet/state-of-trade-f.asp)

Pour les mises à jour des tableaux de l'Annexe, consultez : [www.dfait-maeci.gc.ca/eet/stats-f.asp](http://www.dfait-maeci.gc.ca/eet/stats-f.asp)

## À PROPOS DE CE DOCUMENT

*Au* cours des années, le commerce international et l'investissement ont contribué à une amélioration des perspectives et à la prospérité du Canada tout en exerçant une influence sur notre existence quotidienne, ce qui a amené les Canadiens et les Canadiennes à s'intéresser davantage aux grands enjeux de l'économie internationale. Cet aspect important de notre économie amène tous les secteurs de la population à réclamer plus de données et d'analyses détaillées sur la performance relative du Canada au chapitre du commerce et de l'investissement dans le contexte mondial. Le « rapport sur le commerce international du Canada », édité annuellement, vise à répondre à cette demande. Il passe en revue et analyse les points saillants et les principaux résultats de la performance du Canada dans le domaine du commerce extérieur et des investissements canadiens et étrangers en 2001, à la lumière des tendances et de la performance économiques à l'échelle nationale et internationale.

Cette troisième édition du rapport a été préparée par la Direction de l'analyse commerciale et économique (EET) du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, sous la direction de John M. Curtis, conseiller économique principal et coordonnateur. La rédaction et la supervision des travaux a été assurée par Hung-Hay Lau, directeur adjoint et coordonnateur principal de la recherche, avec le concours de Shenjie Chen, Suzanne Desjardins, Bjorn Johansson, Samad Uddin et Mira Patel.

Pour toute suggestion relative à la prochaine édition du document, veuillez communiquer avec John Curtis à l'adresse suivante : [john.curtis@dfait-maeci.gc.ca](mailto:john.curtis@dfait-maeci.gc.ca)

Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada, 2002

ISBN 0-662-66579-1

N<sup>o</sup> de catalogue : E2-202/2002

## TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DU MINISTRE .....	1
BILAN DE L'ANNÉE COMMERCIALE 2001 .....	3
POINTS SAILLANTS DE LA PERFORMANCE COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE DU CANADA .....	3
Encadré - Points saillants en 2001 .....	3
Tableau 1. Le commerce en pourcentage du PIB, 1989-2001 .....	6
Tableau 2. Échanges bilatéraux Canada-États-Unis, 1990-2001 .....	7
Tableau 3. Parts des importations et des exportations de biens des États-Unis avec leurs cinq principaux partenaires commerciaux, 1994-2001 .....	8
I. COMMERCE DES MARCHANDISES .....	9
Direction des flux commerciaux en 2001 .....	9
Tableau 4. Ventilation des exportations canadiennes de marchandises selon la destination, 1971-2001 .....	9
Analyse de la performance des exportations suivant les principaux partenaires commerciaux, 2001 .....	9
<b>Encadré A. Échanges commerciaux du Canada et du Mexique avec les États-Unis .....</b>	<b>10</b>
Tableau A.1. Ventilation des importations américaines de marchandises selon l'origine, 1988-2001 .....	10
Tableau 5A. Exportations canadiennes de marchandises vers les pays de l'UE, 1989-2001 .....	11
Tableau 5B. Ventilation des importations intra-européennes et en provenance de certains partenaires commerciaux, 1989-2001 .....	11
Tableau 6. Exportations canadiennes de marchandises vers les pays d'Asie orientale, 1989-2001 (millions de dollars) .....	12
Tableau 7. Exportations canadiennes de marchandises vers les pays d'Asie orientale, 1989-2001 (pourcentage) ..	12
Tableau 8. Ventilation des importations intra-asiatiques et en provenance de certains partenaires extérieurs, 1989-2000 .....	13
Tableau 9. Exportations canadiennes de marchandises vers les principales économies d'Amérique latine, 1989-2001 .....	13
<b>Encadré B. Liens de commerce et d'investissement entre le Canada et l'Afrique .....</b>	<b>14</b>
Tableau B.1. Commerce de marchandises entre le Canada et l'Afrique, 1980-2001 .....	14
Tableau 10. Importations canadiennes de marchandises, 1950-2001 .....	16
Évolution structurelle de la croissance des importations .....	16
Tableau 11. Croissance des importations canadiennes de marchandises par secteur, 2001 .....	16
Exportations et importations de marchandises par secteur .....	17
<b>Encadré C. Le commerce du Canada en produits énergétiques .....</b>	<b>19</b>
Tableau C.1. Ventilation du commerce canadien de l'énergie, 1992-2001 .....	19
Tableau C.2. Exportations d'électricité par province, 1992-2001 .....	20
Tableau 12. Valeur, ventilation et croissance du commerce canadien des marchandises, 1989-2001 .....	22
Balance du commerce des marchandises .....	23
Évolution des termes de l'échange .....	23

II. COMMERCE DES SERVICES .....	24
Tableau 13. Moyennes annuelles du commerce des services, 1960-2001 .....	26
Les secteurs technologiques donnent l'impulsion au commerce des services aux entreprises .....	26
Tableau 14. Composition des exportations de services aux entreprises, 1993-2001 .....	26
<b>Encadré D. Exportations canadiennes de services : quelles sont les possibilités de croissance?</b> .....	27
Tableau D.1. Production et rapport exportations/PIB, par secteur d'activité, 1997 .....	27
Tableau D.2. Ventes de services aux résidents des États-Unis par des filiales américaines non bancaires contrôlées par des entreprises canadiennes, 1989-1998.....	28
Tableau D.3. Indice de restriction du commerce relatif aux fournisseurs étrangers de divers services, 21 pays.....	29
III. REVENUS D'INVESTISSEMENT .....	31
IV. COMPTE COURANT .....	32
Tableau 15. Épargne et investissement intérieurs en pourcentage du PIB, 1981-2001 .....	32
V. COMPTE DE CAPITAL ET COMPTES FINANCIERS .....	34
Investissement direct .....	34
Tableau 16A. Contribution à la variation nette de la valeur comptable des placements, 1994 et 2001 .....	35
Tableau 16B. Volume de l'IDCE et de l'IED par secteur, à la fin de 2001.....	34
Placements de portefeuille .....	36
Bilan de l'investissement international .....	36
VI. SOMMAIRE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS .....	37
Tableau 17. Balance des comptes des paiements internationaux du Canada, 2001.....	37
ANNEXE STATITIQUE.....	38



## MESSAGE DE L'HONORABLE PIERRE S. PETTIGREW MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

**É**branlée par les attentats terroristes et secouée par la chute spectaculaire des valeurs technologiques, l'économie nord-américaine et mondiale semblait certes très vulnérable en 2001. Même si les perspectives du Canada paraissaient tout aussi incertaines, la performance de l'économie, du commerce extérieur et des entrées et sorties de capitaux en 2001 s'est caractérisée par une vigueur remarquable. Loin de succomber à l'influence des facteurs défavorables qui se sont fait jour, le Canada a affiché une performance très positive dans ses relations commerciales et financières avec l'étranger. Le présent rapport met en évidence deux réalités assez saisissantes au sujet de cette performance.

Tout d'abord, le Canada a affiché l'an dernier des résultats très positifs au chapitre du commerce et de l'investissement malgré le ralentissement de l'économie mondiale. Nos exportations et importations de biens et de services ont atteint 880,5 milliards de dollars en 2001, soit une moyenne de 2,4 milliards par jour, ce qui représentait un léger recul par rapport au chiffre record de 2,5 milliards enregistré en 2000. En 2001, quelque 43 milliards en investissements directs sont entrés au Canada, portant à 320,9 milliards le stocks des investissements étrangers directs (IED) dans des entreprises canadiennes créatrices de richesses. Les Canadiens ont par ailleurs investi davantage à l'étranger sous la forme de flux d'investissements directs et totaux, démontrant par là la maturité de notre économie.

Un examen plus détaillé des chiffres montre que les exportations de biens et services se sont chiffrées à 468 milliards de dollars en 2001, soit environ 43,1 % du produit intérieur brut (PIB), tandis que les importations, d'une valeur de 413 milliards, représentaient 38,1 % du PIB. Cette performance remarquable a engendré des résultats immédiats sur le plan de la création d'emplois. En chiffres nets, 167 000 nouveaux emplois ont été créés l'an dernier, dont bon nombre sont liés à nos échanges commerciaux avec le reste de la planète. On estime qu'un emploi sur quatre au Canada est relié à nos succès sur les marchés mondiaux.

Deuxième constat, la « nouvelle économie » joue un rôle croissant à l'égard de la réussite commerciale du Canada. Les industries de la nouvelle économie (l'« économie du savoir ») occupent aujourd'hui une place plus importante que jamais dans nos exportations. De plus, l'adoption généralisée des nouvelles technologies a fait croître notre productivité,

améliorant du même coup nos capacités dans de nombreux secteurs d'exportation traditionnels. Les ventes de machines et de biens d'équipement ont continué à figurer en tête de nos expéditions de marchandises à l'étranger. Les exportations de services ont engendré des redevances et des frais de licence qui se sont accrus de 26,6 % par année depuis 1993 pour atteindre 2,04 milliards de dollars l'an dernier. Les exportations de services liés à la recherche et au développement ont augmenté de 15,6 % par an pour s'établir à 3,2 milliards en 2001. Les importations se sont également accrues dans ce secteur, reflétant les importants investissements effectués dans l'avenir du secteur canadien du savoir.

Du fait que le Canada accueille cette année le sommet du G-8 - et compte tenu des priorités que le Premier Ministre a fixées pour cette rencontre et qui ont reçu l'assentiment des nos partenaires l'an dernier à Gênes - les Canadiens ne manqueront pas de s'intéresser aux aspects économiques de notre commerce avec l'Afrique. Depuis 1993, les importations canadiennes de marchandises en provenance du continent africain se sont accrues de 63 % pour atteindre 2,3 milliards en 2001. En plus d'acheter davantage en Afrique, nous y vendons davantage aussi, nos exportations ayant crû de 48 % entre 1993 et 2001. Nos investissements en Afrique ont également connu une croissance rapide, soit à un taux de plus de 600 % de 1993 à 2001, alors qu'ils se chiffraient à 2,8 milliards.

L'année 2000 s'était soldée par un bilan commercial très positif. En mai 2001, dans l'édition précédente de ce rapport, j'avais indiqué que, malgré ce succès remarquable, nous ne pouvions pas nous reposer sur nos lauriers. À mesure que l'année avançait, nous avons pu constater à quel point il importe - aussi bien pour notre économie que pour les millions de Canadiens et Canadiennes dont le bien-être matériel est lié directement ou indirectement à notre réussite sur les marchés mondiaux - que le système international des échanges commerciaux et des flux d'investissement soit à la fois ouvert et assujéti à des règles acceptées de tous.

À titre de ministre du Commerce international, je vous invite à poursuivre avec une détermination renouvelée sur la voie du succès afin de mettre à profit les nombreux bienfaits qu'engendre la mondialisation par le truchement du commerce et des investissements. Nous voulons que tous puissent partager ces bienfaits, sous la forme de meilleurs emplois, d'une compétitivité accrue de nos entreprises, d'un élargissement des choix des consommateurs et d'un avenir plus prometteur pour tous.



## BILAN DE L'ANNÉE COMMERCIALE

### POINTS SAILLANTS DE LA PERFORMANCE COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE DU CANADA

L'économie canadienne a crû à un rythme sensiblement plus lent en 2001. L'année a néanmoins été la dixième année consécutive d'une période d'expansion économique qui est la plus longue et la plus stable depuis les années 60.

#### Points saillants en 2001<sup>1</sup>

- ◆ **Le produit intérieur brut (PIB)** aux prix courants a atteint 1,08 billion de dollars, soit 36 128 dollars par habitant, pour une population d'un peu plus de 30 millions de personnes.
- ◆ **Le PIB réel** (rajusté en fonction de l'inflation) a affiché une hausse de 1,5 %.
- ◆ **La hausse des prix à la consommation** s'est établie à 2,6 % en chiffres annuels, par rapport à 2,7 % en 2000. L'inflation de base, qui exclut les denrées alimentaires et les produits énergétiques, est passée de 1,5 % en 2000 à 2,0 % en 2001.
- ◆ **Le taux de croissance de l'emploi** pour l'ensemble de l'année a atteint 1,1 % (167 000); plus de 80 % des nouveaux emplois étaient des postes à temps plein.
- ◆ **Toutefois, le taux de chômage** a augmenté, passant à 7,2 % pour l'ensemble de l'année, après être descendu à 6,8 % en 2000, taux le plus bas depuis 1974. La hausse observée en 2001 est principalement attribuable à l'augmentation de la population active.
- ◆ **Les exportations de biens et de services** ont baissé de 2,1 %, après une hausse spectaculaire de 14,6 % en 2000. Cette baisse est la première enregistrée depuis 1991. Parmi les principales catégories, elle s'est limitée aux machines et biens d'équipement et aux produits forestiers et automobiles, ainsi qu'aux services de transport de marchandises.
- ◆ **Les importations de biens et de services** ont baissé de 2,9 %, après une hausse de 10,5 % en 2000. Il s'agissait de la première baisse depuis 1982. Elle a touché la plupart des grandes catégories - machines et équipement, matériaux industriels, produits automobiles et forestiers. Les importations de services liés aux voyages et au transport de marchandises ont également fléchi.
- ◆ **La balance des paiements courants** a affiché un excédent record de 29,1 milliards de dollars, en hausse par rapport au 26,9 milliards enregistrés en 2000, en raison de la diminution moindre des exportations par rapport aux importations. Ces chiffres dissimulent un excédent du compte des marchandises de 61,5 milliards en 2001.
- ◆ **Notre endettement extérieur net** a été ramené à 18,8 % du PIB, son niveau le plus bas depuis le milieu des années 40.
- ◆ **Le dollar canadien** a clôturé l'année à 0,634 \$US, contre 0,667 \$US à la fin de l'année 2000. Pour l'ensemble de l'année, il s'est établi en moyenne à 0,6458 \$US, une baisse de 4,1 % par rapport à la moyenne de 2000, qui était de 0,6733 \$US. Par rapport à l'euro, la valeur moyenne du dollar canadien a baissé de 1,2 % pour atteindre 0,72 euro. Cependant, sa valeur a augmenté de 8 % par rapport au yen japonais.

#### Les échanges commerciaux ont souffert du ralentissement marqué de la croissance de l'économie mondiale en 2001

- ◆ En 2001, certains partenaires commerciaux sont entrés en récession. Malgré cette conjoncture défavorable, les exportations canadiennes de biens et services ont enregistré une baisse légère de 2,1 % pour atteindre 467,6 milliards de dollars, après avoir connu une hausse de 14,6 % en 2000. Ces expéditions représentaient 43,1 % du PIB en dollars courants en 2001, légèrement en baisse par rapport au chiffre record de 45,3 % observé en 2000.

<sup>1</sup> Sauf avis contraire, tous les montants dans ce rapport sont exprimés en dollars canadiens.

- ◆ Les importations de biens et de services ont baissé de 2,9 % pour atteindre 412,9 milliards, après avoir connu une forte hausse de 10,5 % en 2000. Le rapport importations/PIB a baissé à 38,1 %, après avoir atteint un sommet de 40,3 % en 2000.
- ◆ L'excédent au compte courant a atteint un nouveau montant record de 29,1 milliards, soit 2,7 % du PIB, par rapport aux 26,9 milliards enregistrés en 2000 (2,5 % du PIB). Cette amélioration reflète l'augmentation de l'excédent sur marchandises, qui a atteint un nouveau sommet de 61,5 milliards, comparativement à 59,3 milliards en 2000.

### Perspective régionale

- ◆ Les ventes de biens et services aux États-Unis ont subi les conséquences de la baisse de la croissance économique américaine, accentuées par l'interruption des échanges commerciaux consécutive aux attentats du 11 septembre. La croissance du PIB réel aux États-Unis a brusquement ralenti, passant de 4,1 % en 1999 et 2000 à 1,2 % en 2001. Les exportations vers les États-Unis ont baissé de 2,2 % en 2001, pour se chiffrer à 382,6 milliards de dollars, comparativement au chiffre record de 391,2 milliards observé en 2000.
- ◆ Sous l'effet du ralentissement des principales économies occidentales, les ventes à l'Union européenne ont baissé de 2,4 %, après avoir augmenté de 13,2 % en 2000.
- ◆ Les exportations de biens et de services vers le Japon ont chuté de 8,9 %, couronnant des baisses successives observées entre 1994 et 1998. Ce recul s'est produit alors que le Japon entrait en récession pour la troisième fois en dix ans, avec trois baisses trimestrielles du PIB qui ont débuté au deuxième trimestre de 2001.
- ◆ Les exportations de biens et de services vers les pays et régions autres que les États-Unis, l'Union européenne et le Japon ont augmenté de 0,4 %, atteignant un chiffre record de 43,2 milliards de dollars.
- ◆ Le profil des échanges entre le Canada et la plupart des pays de l'Asie orientale autres que le Japon a peu changé. Toutefois, les exportations de marchandises vers la République populaire de Chine ont considérablement augmenté en 2001, soit de 14,6 %, montrant ainsi que le dynamisme de l'économie chinoise se poursuit.
- ◆ Les exportations de marchandises vers la plupart des principaux pays vers la plupart des principaux pays d'Amérique latine se sont amplifiées en 2001. La majeure partie de cette augmentation est attribuable aux expéditions vers le Mexique et le Venezuela.
- ◆ Le commerce de marchandises avec plusieurs des économies africaines a pris de l'expansion en 2001. Cependant, les exportations vers nos principaux partenaires africains - l'Algérie et l'Afrique du Sud - ont baissé, de sorte le chiffre global des exportations vers le continent africain a diminué lui aussi (voir l'encadré B à la page 14).

### L'éventail des produits exportés par le Canada s'est modifié sensiblement en 2001

- ◆ Les exportations de machines et d'équipement, ainsi que de produits forestiers et automobiles, ont baissé de façon très marquée en 2001. En revanche, un certain nombre d'autres produits d'exportation importants - produits agricoles, biens de consommation et produits énergétiques, notamment - ont affiché une forte progression. Les produits énergétiques ont joué un rôle particulièrement important dans la performance commerciale du Canada. Grâce à la fermeté des prix de l'énergie, l'excédent réalisé dans ce secteur en 2001 a atteint un nouveau sommet - 37,6 milliards - et représentait 61,1 % de l'excédent du compte de marchandises de 61,5 milliards. (L'encadré C à la page 19 est consacré à un examen du commerce canadien de produits énergétiques dans le contexte mondial.)
- ◆ Les exportations de machines et biens d'équipement ont enregistré une baisse de 7,6 %, soit une diminution plus marquée que celle de 5,3 % des ventes de produits automobiles. Ce secteur est néanmoins resté le plus important de tous les grands secteurs d'exportation, sa part étant de 24 %. La baisse de la valeur des exportations du groupe machines et équipement a notamment subi l'influence des ventes de produits de haute technologie, comme l'équipement de télécommunications, qui ont chuté de plus de 60 % au cours de l'année.
- ◆ Les exportations de produits de la pêche et de l'agriculture ont progressé de 12,6 %, reflétant la hausse généralisée des expéditions d'animaux vivants, de produits carnés, de boissons, de denrées alimentaires humaines et animales et de produits du tabac.

- ◆ Les exportations de services se sont repliées de 0,4 % en 2001; les exportations de services de transports ont suivi le repli des ventes de marchandises. Il est intéressant de noter que les recettes touristiques ont affiché une reprise de 2,8 %, même si au quatrième trimestre, le tourisme a souffert des conséquences des attentats du 11 septembre. (Voir l'encadré D à la page 29, qui fait le point sur les perspectives de croissance du commerce des services.)

**Les flux bilatéraux d'investissements directs avec le reste du monde sont restés très élevés, malgré une baisse par rapport aux chiffres records de l'année 2000. L'endettement extérieur net du Canada en pourcentage du PIB a atteint son niveau le plus bas depuis le milieu des années 40**

- ◆ Comme entre 1993 et 1998, l'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) en 2001 a dépassé l'investissement étranger direct au Canada (IED), contrairement à ce qui s'était passé en 1999-2000, alors qu'étaient survenues d'importantes fusions et acquisitions d'actifs canadiens.
- ◆ Le montant de l'investissement direct canadien à l'étranger est resté à un niveau très élevé en 2001, soit 57,3 milliards de dollars, malgré un repli par rapport au chiffre record de 65,4 milliards observé l'année précédente, essentiellement en raison de la baisse marquée de l'investissement dans les pays de l'Union européenne.

### Commerce et investissement canadiens, 1997-2001 (milliards \$)

	Exportations de biens et services					Importations de biens et services				
	1997	1998	1999	2000	2001	1997	1998	1999	2000	2001
Tous les pays	347,1	375,5	417,0	477,9	467,6	330,3	359,3	385,0	425,3	412,9
États-Unis	267,4	297,9	340,0	391,2	382,6	244,3	268,4	285,3	305,9	293,1
UE	25,0	27,1	28,0	31,7	30,9	32,8	34,8	38,0	43,7	45,4
Japon	13,5	11,0	11,0	11,9	10,8	9,9	11,0	12,4	13,6	12,5
Autres pays	41,1	39,5	37,9	43,0	43,2	43,3	45,2	49,3	62,0	61,8
	Exportations de biens					Importations de biens				
	1997	1998	1999	2000	2001	1997	1998	1999	2000	2001
Tous les pays	303,4	326,2	365,2	422,6	412,5	277,7	303,4	326,8	363,3	351,0
États-Unis	242,5	269,3	309,2	359,6	350,8	211,5	233,8	249,3	267,7	255,5
UE	17,9	19,0	19,3	22,1	21,8	24,2	25,2	28,4	33,4	35,1
Japon	11,9	9,6	9,6	10,3	9,3	8,7	9,7	10,6	11,7	10,6
Autres pays	31,0	28,2	27,2	30,6	30,6	33,3	34,7	38,5	50,5	49,9
	Exportations de services					Importations de services				
	1997	1998	1999	2000	2001	1997	1998	1999	2000	2001
Tous les pays	43,8	49,4	51,7	55,3	55,1	52,6	56,0	58,2	62,0	61,9
États-Unis	24,9	28,5	30,8	31,7	31,8	32,9	34,6	36,0	38,3	37,7
UE	7,1	8,1	8,7	9,6	9,2	8,6	9,6	9,6	10,3	10,3
Japon	1,6	1,4	1,5	1,6	1,5	1,2	1,3	1,8	1,9	1,9
Autres pays	10,2	11,3	10,7	12,4	12,6	10,0	10,5	10,8	11,6	12,0
	Investissement direct canadien à l'étranger					Investissement direct étranger au Canada				
	1997	1998	1999	2000	2001	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Flux</b>										
Tous les pays	31,9	51,3	27,4	65,4	57,3	16,0	33,5	37,4	94,1	42,8
États-Unis	12,5	26,7	18,5	40,5	38,9	11,7	24,6	37,5	17,3	40,0
UE	6,8	10,4	1,8	9,7	4,9	2,8	6,7	2,8	72,1	0,1
Japon	0,7	-0,2	0,9	3,5	1,3	0,6	0,5	-4,2	0,9	0,8
Autres pays	11,9	14,5	6,2	11,8	12,1	0,9	1,8	1,3	3,8	1,8
<b>Stocks</b>										
Tous les pays	218,6	262,9	283,2	340,4	389,4	194,3	219,4	248,6	302,3	320,9
États-Unis	110,7	133,3	143,6	164,5	198,4	129,0	146,9	172,8	191,0	215,0
UE	45,1	54,1	53,4	72,2	76,5	41,3	48,2	50,8	82,8	76,3
Japon	3,0	3,3	3,9	5,6	6,4	8,0	8,4	8,2	7,9	8,3
Autres pays	59,8	72,3	82,3	98,0	108,1	16,1	15,9	16,8	20,6	21,4

Source: Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, no 67-001-XPB 4<sup>e</sup> trimestre de 2001; Balance des investissements internationaux du Canada, no 67-202-XPB.

- ◆ Dans le même temps, l'IED en provenance de l'Union européenne est tombé de 72,1 milliards de dollars (chiffre spectaculaire atteint en 2000 en raison d'un volume inusité de fusions) à 0,1 milliard en 2001. Par suite, l'IED en provenance du monde entier est également passé du chiffre record de 94,1 milliards de dollars en 2000 à 42,8 milliards en 2001. Néanmoins, l'IED en provenance des États-Unis a atteint un niveau sans précédent de 40 milliards, tandis que l'IED en provenance du Japon est passé de 0,9 à 0,8 milliard entre 2000 et 2001.
- ◆ Le volume cumulatif d'IDCE a augmenté de 10,5 % pour atteindre 389,4 milliards en 2001. Les États-Unis venaient en tête avec 51 %, suivis du Royaume-Uni avec 9,8 %. L'Union européenne dans son ensemble représentait 19,6 % du total en 2001, une baisse de 21,2 % par rapport à l'année précédente.
- ◆ En ce qui concerne l'IED, les États-Unis représentaient 67 % du volume cumulatif de 320,9 milliards enregistré en 2001. La part de l'UE a régressé, passant de 27,4 % en 2000 à 23,8 % l'an dernier.
- ◆ L'endettement extérieur net du Canada, qui est en baisse rapide depuis 1976 en pourcentage du PIB, n'a pas beaucoup bougé, s'établissant à 203 milliards en 2001, après avoir connu en 2000 une diminution en valeur absolue pour la deuxième année consécutive.

### Tendances

- ◆ Après une décennie de croissance exceptionnelle, le commerce a enregistré un léger repli en 2001. Entre 1990 et 2001, période au cours de laquelle le PIB réel (ajusté en fonction de l'inflation) a augmenté à un taux annuel composé de 2,5 %, la croissance a atteint 6,8 % pour les exportations réelles de biens et de services et 5,3 % pour les importations de biens et de services.
- ◆ Le taux élevé soutenu des échanges commerciaux par rapport au PIB témoigne de la réorientation de la structure industrielle du Canada vers des secteurs particulièrement vigoureux. Cette réorientation répond à de nouvelles perspectives et pressions concurrentielles exercées par l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) et par l'entente qui lui a succédé, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Elle est également due à la levée multilatérale des barrières commerciales en application des accords conclus dans le cadre des négociations commerciales de l'Uruguay Round.
- ◆ Le taux de croissance des exportations, qui est supérieur à celui des importations depuis une dizaine d'années, traduit essentiellement la vigueur de la croissance économique des États-Unis, plus marquée que celle du Canada.

**Tableau 1. Le commerce en pourcentage du PIB, 1989-2001**

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Total des exportations</b>	26,5	25,4	25,6	24,9	26,8	29,9	33,8	37,1	38,1	39,2	41,0	42,8	45,3	43,1
<b>Biens</b>	23,4	22,3	22,3	21,5	23,3	26,1	29,5	32,7	33,4	34,3	35,6	37,4	40,0	38,1
<b>Services</b>	3,1	3,2	3,3	3,4	3,6	3,9	4,2	4,4	4,8	4,9	5,4	5,3	5,2	5,1
<b>Total des importations</b>	25,8	25,5	25,5	25,5	27,3	30,0	32,6	34,0	34,2	37,3	39,2	39,5	40,3	38,1
<b>Biens</b>	21,6	21,1	20,7	20,5	22,0	24,3	26,9	28,3	28,3	31,4	33,1	33,5	34,4	32,4
<b>Services</b>	4,2	4,4	4,8	5,1	5,3	5,7	5,7	5,7	5,8	5,9	6,1	6,0	5,9	5,7

Sources : Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, n° 13-001-PPB, 4e trimestre de 2001; Balance des paiements internationaux du Canada, n° 67-001-XPB, 4e trimestre de 2001.

### Les États-Unis ont continué de dominer les échanges commerciaux du Canada en 2001<sup>2</sup>

- ◆ En 2001, les échanges bilatéraux de biens et services avec les États-Unis ont enregistré une baisse de 3,1 %, attribuable principalement à la diminution dans le secteur des biens (3,3 %), les échanges de services n'ayant diminué que de 0,7 % (tableau 2). L'interruption des échanges commerciaux entre les deux pays qui a suivi les attentats du 11 septembre a davantage touché les importations que les exportations, car elles dépendent davantage du transport terrestre et aérien.
- ◆ En valeurs nominales, ces échanges bilatéraux sont passés de 697,2 milliards de dollars en 2000 à 675,7 milliards en 2001, soit 1,85 milliard par jour en 2001, par rapport à 1,91 milliard en 2000 - en dollars américains, 1,20 milliard par jour en 2001 comparativement à 1,28 milliard l'année précédente. Ce recul est largement attribuable à la baisse de 4,1 % du taux de change du dollar canadien - de 67,33 cents US (2000) à 64,58 cents US (2001).

<sup>2</sup> On trouvera une analyse des échanges régionaux entre les provinces canadiennes et les États américains dans le Rapport annuel sur le commerce international au Canada, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, mai 2001, pages 10 à 14.

- ◆ Les exportations ayant moins baissé que les importations, l'excédent enregistré par le Canada au titre du commerce avec les États-Unis a atteint un nouveau record en 2001, soit 89,5 milliards, comparativement à 85,3 milliards en 2000. Cette progression témoigne à la fois d'un accroissement du surplus traditionnel au compte du commerce de marchandises avec nos voisins et d'une réduction considérable du déficit de longue date au compte des services.
- ◆ L'excédent du compte courant du Canada avec les États-Unis a atteint un niveau sans précédent en 2001, soit 66,8 milliards comparativement à 63,3 milliards l'année précédente.

**Tableau 2. Échanges bilatéraux Canada-États-Unis, 1990-2001**

	Valeur annuelle (en millions de dollars courants)			Croissance annuelle (en pourcentage)		
	Biens	Services	Biens et services	Biens	Services	Biens et services
<b>1990-2001</b>	399 573	52 088	415 661	10,0	8,0	9,8
<b>1997</b>	453 993	57 798	511 791	12,8	7,8	12,2
<b>1998</b>	503 095	63 149	566 244	10,8	9,3	10,6
<b>1999</b>	558 525	66 812	625 337	11,0	5,8	10,4
<b>2000</b>	627 226	69 950	697 175	12,3	4,7	11,5
<b>2001</b>	606 282	69 461	675 744	-3,3	-0,7	-3,1

Source : Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB, 4e trimestre de 2001

- ◆ Les statistiques relatives au commerce extérieur du Canada sont fortement influencées par ses liens commerciaux avec les États-Unis : en 2001, ceux-ci représentaient en effet 81,8 % de nos exportations de biens et services - une légère baisse par rapport aux 81,9 % enregistrés en 2000. En 2001, les ventes aux États-Unis équivalaient à 35,3 % du PIB du Canada. Les importations en provenance des États-Unis représentaient 71,0 % de l'ensemble des importations en 2001, une légère baisse par rapport au chiffre observé en 2000 (71,9 %). On voit par là que, du point de vue des pays d'origine et de destination, les importations du Canada sont plus diversifiées que ses exportations.
- ◆ Il faut toutefois signaler que les données sur les exportations à destination des États-Unis, compilées à partir des données américaines sur les importations, sont quelque peu surestimées du fait qu'elles comprennent certaines expéditions vers des pays tiers qui passent par les États-Unis. À l'inverse, et pour la même raison, les exportations canadiennes vers le reste du monde sont sous-estimées. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles les chiffres d'importation de nos partenaires commerciaux ont tendance à montrer que nos exportations vers ces pays sont supérieures à ce que nous indiquent nos propres statistiques.
- ◆ Le Canada est le principal partenaire commercial des États-Unis, importations et exportations confondues. Son importance au sein du marché américain dépasse de loin celle qu'il a vis-à-vis l'économie mondiale. En 2001, le Canada a reçu 18,7 % des exportations américaines de biens et services et était la source de 17,5 % des achats de biens et services de notre pays voisin. Du seul point de vue des marchandises, la part des produits canadiens est encore plus grande (tableau 3). En pourcentage des importations américaines de marchandises, la part canadienne sur le marché américain a augmenté, passant de 18,8 % en 2000 à 19 % en 2001. Cette position relativement solide du Canada sur le marché américain ne devrait pas se modifier dans l'avenir immédiat. (L'analyse de la position concurrentielle de commerce en marchandises du Canada et du Mexique sur le marché américain figure dans l'encadré A en page 10.)

<sup>3</sup> Pour une analyse de ce phénomène, voir *CanadExport*, vol. 19, n° 1, 15 janvier 2001 – supplément : Le commerce canadien en revue, troisième trimestre 2000, « Impact des transbordements sur les statistiques du commerce international du Canada ».

**Tableau 3. Parts des importations et des exportations de biens entre les États-Unis et cinq de leurs principaux partenaires commerciaux, 1994-2001**

	En pourcentage des importations					En pourcentage des exportations				
	1994-1997	1998	1999	2000	2001	1994-1997	1998	1999	2000	2001
<b>Canada</b>	19,4	19,0	19,4	18,8	19,0	21,8	23,0	23,7	22,6	22,4
<b>UE</b>	18,0	19,3	19,1	18,1	19,3	20,7	21,8	21,9	21,1	21,8
<b>Mexique</b>	8,8	10,4	10,7	11,2	11,5	9,4	11,5	12,6	14,3	13,9
<b>Japon</b>	15,6	13,4	12,8	12,0	11,1	10,4	8,5	8,3	8,4	7,9
<b>Chine</b>	6,5	7,8	8,0	8,2	9,0	1,9	2,1	1,9	2,1	2,6

Source : U.S. Census Bureau, *International Trade Statistics*. Données mesurées sur une base douanière.

**Les perspectives commerciales dépendent de la conjoncture économique aux États-Unis et ailleurs dans le monde**

- ◆ En raison des liens commerciaux qui unissent depuis longtemps le Canada aux États-Unis, le marché le plus vaste du monde, le ralentissement de l'activité économique américaine en 2001 s'est répercuté sur l'économie canadienne. Il est tout aussi vrai que le Canada est en première ligne pour profiter de la reprise économique chez nos voisins. À l'heure actuelle, les prévisions s'accordent pour prédire une accélération de la croissance aux États-Unis, en particulier au deuxième semestre.
- ◆ L'expérience du passé indique qu'une reprise de l'économie américaine a toutes les chances de gagner rapidement les autres grands partenaires commerciaux du Canada. La plupart des analystes prévoient donc une reprise de la croissance européenne cette année et l'année prochaine. En outre, les perspectives de la plupart des économies asiatiques (sauf celle du Japon) se sont également améliorées. La reprise attendue aux États-Unis devrait avoir des retombées indirectes sur les exportations canadiennes de biens et services à destination de l'Union européenne, de l'Asie et du reste du monde.
- ◆ Les mesures vigoureuses prises par les autorités monétaires et financières américaines pour relancer l'expansion économique continuent de soutenir le secteur du logement et les achats d'articles de consommation à prix élevé grâce à la baisse des paiements hypothécaires et des coûts de financement, et à la hausse des revenus après impôt. Ces secteurs sensibles aux taux d'intérêts figurent en bonne place dans les exportations canadiennes de matériaux de construction et de produits de consommation - automobiles et pièces détachées, par exemple. En outre, les exportations de machines et de biens d'équipement, qui ont été durement touchées par la baisse des dépenses en haute technologie en 2001, amorceront très probablement une forte reprise au sein d'une économie internationale qui traverse une phase de raffermissement.
- ◆ La contribution du commerce en produits énergétiques à l'excédent commercial global du Canada vis-à-vis les États-Unis va continuer de s'accroître. Les États-Unis étant en pénurie de produits énergétiques, la forte demande envers les produits canadiens va très probablement rester ferme, surtout dans le contexte actuel où la production en provenance des sables bitumineux et des gisements sous-marins est en hausse, tout comme l'est la capacité du Canada en pipelines. En 2001, la totalité des exportations canadiennes de pétrole brut, de gaz naturel et d'électricité, soit une valeur de 45 milliards de dollars, étaient destinées aux États-Unis; elles représentaient par ailleurs 13 % de nos exportations de marchandises à nos voisins. Le redressement continu des prix des produits énergétiques est également de bon augure pour les recettes tirées de l'exportation de produits énergétiques vers les États-Unis.

## I. COMMERCE DE MARCHANDISES

La forte incertitude qui a caractérisé l'économie mondiale en 2001 n'a pas, de manière générale, été favorable aux exportateurs canadiens : la croissance économique a progressivement ralenti tout au long de l'année et les prix des produits de base exportés - produits énergétiques, métallurgiques et chimiques, par exemple - ont baissé de façon prononcée. En 2001, la valeur des exportations de marchandises a baissé de 2,4 % pour atteindre 412,5 milliards, la diminution des expéditions vers le Japon, les États-Unis et l'UE ayant contribué à ce recul. Dans le même temps, le Canada a importé pour 351 milliards en biens, soit 3,4 % de moins qu'en 2000, alors que le chiffre correspondant était de 363,3 milliards. Cette baisse est imputable au fléchissement généralisé des importations en provenance de nos principaux partenaires commerciaux (sauf l'UE). C'est pourquoi l'excédent sur marchandises a atteint un chiffre record de 61,5 milliards, en hausse par rapport aux 59,3 milliards enregistrés en 2000.

### Direction des flux commerciaux en 2001

La part des exportations canadiennes de marchandises destinées aux États-Unis a subi une légère baisse à 85,0 % en 2001, après s'être accrue sans interruption durant une dizaine d'années pour atteindre 85,1 % en 2000 (tableau 4). Le Japon étant entré en récession en 2001, sa part des expéditions canadiennes a continué de baisser pour se chiffrer à 2,3 % l'an dernier. Ce recul des ventes canadiennes de marchandises aux Américains et aux Japonais s'est accompagné d'une augmentation des exportations à destination de l'Union européenne et du reste du monde.

Tableau 4. Ventilation des exportations canadiennes de marchandises selon la destination, 1971-2001 (en pourcentage)

	1971-1980	1981-1990	1991-2001	1998	1999	2000	2001
<b>États-Unis</b>	67,7	74,1	81,2	82,6	84,7	85,1	85,0
<b>UE</b>	11,5	7,8	6,0	5,8	5,3	5,2	5,3
<b>Japon</b>	5,8	5,5	3,6	3,0	2,6	2,4	2,3
<b>Reste du monde</b>	14,9	12,6	9,2	8,6	7,4	7,2	7,4

Source : Statistique Canada, « *Exportations de marchandises sur la base de la balance des paiements, par 64 groupes principaux et par 6 marchés principaux pourcentages dérivés de la nomenclature standard des biens* », CANSIM Tableau 228-001

### Analyse de la performance des exportations suivant les principaux partenaires commerciaux

#### États-Unis

L'économie américaine a pris du mal en 2001, après avoir connu, depuis 1991, sa plus longue période d'expansion en temps de paix. Selon le U.S. Bureau of Economic Research, l'autorité chargée de dater les périodes de récession et d'expansion, l'économie américaine est entrée en récession en mars 2001. Sur l'ensemble de l'année, le taux de croissance a connu une décélération sensible pour atteindre 1,2 %, comparativement à des valeurs de 4,1 % en 1999 et en 2000. Les investissements des entreprises en usines et en équipement ont brusquement baissé l'an dernier, freinant la demande américaine en importations de machines et de biens d'équipement en provenance du Canada.

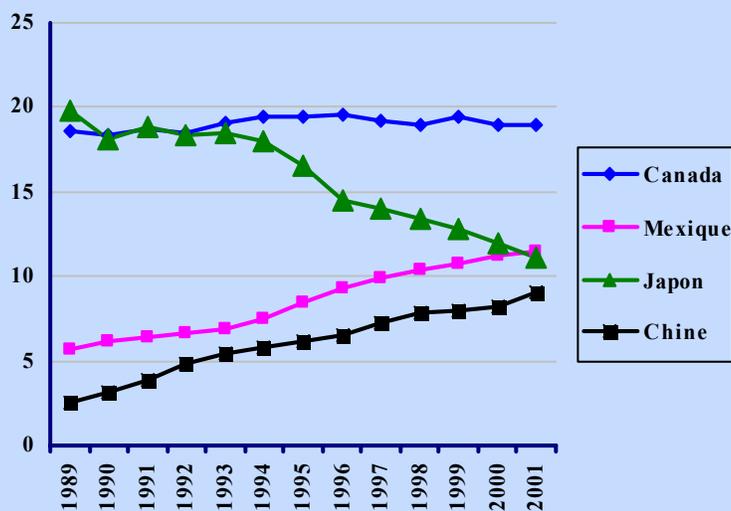
- ◆ La valeur des investissements des entreprises américaines en équipement et en logiciels a diminué de 6,5 % en 2001, reflétant une diminution des prix et des volumes.
- ◆ Les expéditions transfrontalières bilatérales ont été interrompues en raison des mesures de sécurité additionnelles mises en place après les attentats du 11 septembre.

Dans ce contexte, les exportations canadiennes de biens à destination des États-Unis ont diminué de 2,4 % en 2001, après avoir connu une forte croissance de 16,3 % en 2000. Les ventes aux États-Unis représentaient 85 % de l'ensemble des exportations l'an dernier, un léger recul par rapport au chiffre de 85,1 % atteint en 2000.

### Encadré A. Échanges commerciaux du Canada et du Mexique avec les États-Unis

Dans une large mesure, le niveau de l'activité économique du Canada et du Mexique est lié à la demande en importations des États-Unis. En 2001, la part de leurs expéditions de marchandises destinées à leur voisin commun s'élevait à 88,5 et 87,3 %, respectivement.<sup>4</sup> Les exportations des deux pays vers les États-Unis ont d'ailleurs augmenté rapidement depuis une dizaine d'années. Depuis 1992, alors qu'il a succédé au Japon à ce titre, le Canada occupe le premier rang parmi les pays de provenance des importations américaines.<sup>5</sup>

**Graphique A.1. Ventilation des Importations américaines de marchandises selon l'origine, 1989-2001 (en pourcentage)**



Le graphique A.1 (basé sur les données présentées au tableau A.1) montre la ventilation des importations américaines de marchandises suivant les parts respectives du Canada, du Mexique, du Japon et de la Chine. Celle du Canada est restée relativement stable de 1988 à 2001, oscillant de 18 à 19 %. Par contre, la part du Mexique s'est accrue sensiblement sous l'impulsion de l'ALENA, passant de 6,9 % en 1993 à 11,5 % en 2001.

Cette progression s'est produite dans une large mesure aux dépens du Japon, dont la part du marché américain a diminué, et en parallèle avec le développement rapide de la Chine, qui elle aussi a commencé à jouer un rôle de plus en plus important à l'égard des importations américaines. D'après les tendances actuelles, le Canada continuera d'occuper la première place parmi les partenaires commerciaux des États-Unis pour l'avenir prévisible.

Source : U.S. Census Bureau, U.S. Department of Commerce (Données établies sur la base du recensement des États-Unis.)

**Tableau A.1. Ventilation des importations américaines de marchandises selon l'origine, 1988-2001**

**Valeur (en milliards de dollars US)**

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Monde	441	473	495	487	533	580	663	744	795	870	912	1 025	1 218	1 142
Canada	81	88	91	91	99	111	128	144	156	167	173	198	231	217
Mexique	23	27	30	31	35	40	49	62	74	86	95	110	136	131
Japon	90	94	90	92	97	107	119	123	115	122	122	131	146	127
Chine*	9	12	15	19	26	32	39	46	52	63	71	82	100	102

**Ventilation (en pourcentage)**

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Monde	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Canada	18,5	18,6	18,4	18,7	18,5	19,1	19,4	19,4	19,6	19,2	19,0	19,4	19,0	19,0
Mexique	5,3	5,7	6,1	6,4	6,6	6,9	7,5	8,4	9,3	9,9	10,4	10,7	11,2	11,5
Japon	20,3	19,8	18,1	18,8	18,3	18,5	18,0	16,6	14,5	14,0	13,4	12,8	12,0	11,1
Chine*	1,9	2,5	3,1	3,9	4,8	5,4	5,8	6,1	6,5	7,2	7,8	8,0	8,2	9,0

Source : U.S. Census Bureau, U.S. Department of Commerce

<sup>4</sup> Ces chiffres sont établies à l'aide de données douanières, qui diffèrent quelque peu des données relatives à la balance des paiements disponibles pour le Canada, lesquelles sont largement utilisées dans le présent rapport.

<sup>5</sup> On trouvera une analyse détaillée de cette question dans *CanadExport*, vol. 20, no 1, 15 janvier 2002, Supplément : Le Commerce canadien en revue, troisième trimestre de 2001, « Le commerce du Canada et du Mexique avec les États-Unis », pages 4 à 8.

*Union européenne*

La croissance économique de l'Union européenne a ralenti en 2001 pour se chiffrer à 1,6 %, alors qu'elle avait dépassé les 3 % en 2000. Au quatrième trimestre, le PIB réel a diminué de 0,2 %, première baisse en presque neuf ans. Reflétant ce ralentissement de la croissance des revenus à l'étranger, les exportations canadiennes de biens à destination de l'UE ont reculé de 1,5 % en 2001. La valeur moyenne de l'euro s'est accrue de 1,2 % face au dollar canadien pour s'établir à 1,39 \$, après avoir connu une baisse de 13,5 % en 2000 - soit 1,37 \$ - par rapport au chiffre de 1,58 \$ observé en 1999.

Pour ce qui concerne les marchandises, au sujet desquelles on dispose d'une grande quantité d'informations selon les pays, les exportations canadiennes à destination des principaux pays de l'UE sont en hausse depuis une dizaine d'années dans toutes les catégories (tableau 5A). Cependant, cette hausse est inférieure à l'augmentation de l'ensemble des exportations canadiennes. Par conséquent, la part de l'UE dans les exportations canadiennes de marchandises est passée de 8,3 % entre 1989 et 1992 à 4,5 % en 2001. Cette baisse se répartissait généralement parmi tous les pays membres de l'UE.

**Tableau 5A. Exportations canadiennes de marchandises vers les pays de l'UE, 1989-2001**

Pays	Moyenne 1989-1992	Moyenne 1993-1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Valeur (en milliards de dollars)</b>							
<b>Allemagne</b>	2,2	2,9	2,7	2,7	2,4	3,1	2,9
<b>France</b>	1,4	1,6	1,7	1,7	1,9	1,9	2,2
<b>Royaume-Uni</b>	3,3	3,6	3,9	4,4	4,8	5,7	5,0
<b>Italie</b>	1,1	1,4	1,5	1,5	1,4	1,7	1,6
<b>Autres membres de l'UE</b>	4,4	4,7	5,6	5,9	6,0	6,6	6,5
<b>Europe des 15 Ventilation (en pourcentage)</b>							
<b>Allemagne</b>	1,5	1,2	0,9	0,9	0,7	0,8	0,7
<b>France</b>	0,9	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
<b>Royaume-Uni</b>	2,2	1,5	1,3	1,4	1,4	1,4	1,2
<b>Italie</b>	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
<b>Autres membres de l'UE</b>	2,9	2,0	1,9	1,8	1,7	1,6	1,6
<b>Europe des 15</b>	8,3	5,9	5,2	5,1	4,7	4,6	4,5

Source : Statistique Canada, Le commerce international de marchandises du Canada 2001, n° 65-001-XPB, décembre 2001.

L'intégration régionale qui s'est produite en Europe et en Amérique du Nord depuis une dizaine d'années a eu tendance à favoriser l'intensification du commerce intrarégional aux dépens des échanges avec le reste du monde. On peut toutefois s'étonner de constater que les échanges intra-européens en pourcentage des échanges totaux de l'UE ont considérablement diminué, passant de 62,9 % en 1989-90 à 57,9 % en 2000 (tableau 5B). La part des produits canadiens dans l'ensemble des importations de l'Europe des 15 en provenance de l'extérieur de l'UE a légèrement monté pour atteindre 1,9 % en 2000, contre 1,8 % en 1999, malgré l'appréciation du dollar canadien par rapport à l'euro (de 0,63 euro en 1999 à 0,73 en 2000). Dans le même temps, on a pu observer des réductions importantes des parts du marché européen accaparées par les États-Unis, le Japon et la Suisse en 2000.

**Tableau 5B. Ventilation des importations intra-européennes et en provenance de certains partenaires extérieurs, 1989-2000 (en pourcentage)**

	1989-1990	1993-1994	1998-1999	2000
<i>Ventilation des importations totales de l'Europe des 15</i>				
<b>Importations intra-européennes</b>	62,9	59,8	60,2	57,9
<b>Importations en provenance du reste du monde</b>	37,1	40,2	39,8	42,1
<i>Ventilation des importations de l'Europe des 15 en provenance du reste du monde</i>				
<b>Total</b>	100	100	100	100
Canada	2,4	1,8	1,8	1,9
États-Unis	20,2	19,4	20,3	19,6
Japon	12,1	11,3	9,2	8,5
Chine	2,2	4,3	5,4	6,2
Suisse	8,1	7,7	6,6	5,8
Autres pays	55,0	55,5	56,7	58,0

Source : *Fonds monétaire international*, Direction of Trade Statistics, divers numéros.

Il faut cependant souligner que la remontée du Canada dans les importations totales de l'UE en provenance de pays tiers en 2000 clôturait une période au cours de laquelle la part canadienne avait subi des baisses : de 2,4 % en 1989-1990, elle était passée à 1,8 % en 1998-1999. La part de marché des États-Unis, fournisseur principal de l'UE, s'est raffermie en 1998-1999 mais elle est passée en-dessous de la barre des 20 % en 2000. La Chine a continué son expansion rapide sur le marché des 15. Cependant, les parts du Japon et de la Suisse ont baissé sans interruption tout au long des années 90.

### Économies de l'Asie orientale

Les exportations du Canada vers la plupart de ses grands marchés d'Asie orientale ont accusé un recul en 2001 après avoir connu une nette reprise de 2000 par rapport à la crise financière et économique qui avait secoué cette région en 1997-1998. Le tableau 6 résume les exportations canadiennes de marchandises à destination de ces marchés.

**Tableau 6. Exportations canadiennes de marchandises vers les pays d'Asie orientale, 1989-2001 (en milliards de dollars)**

Pays	1989-1992	1993-1996	1997	1998	1999	2000	2001
Japon	7,93	10,38	11,17	8,64	8,5	9,2	8,1
Corée du Sud	1,63	2,38	3,03	1,82	2,0	2,3	2,0
République populaire de Chine	1,78	2,62	2,41	2,50	2,7	3,7	4,2
Hong Kong	0,85	1,25	1,75	1,43	1,1	1,5	1,2
Taiwan	0,95	1,35	1,62	1,18	1,1	1,2	1,0
Indonésie	0,35	0,64	0,80	0,55	0,5	0,7	0,5
Malaisie	0,25	0,41	0,70	0,48	0,4	0,4	0,3
Philippines	0,21	0,25	0,43	0,26	0,3	0,4	0,3
Singapour	0,35	0,45	0,55	0,42	0,38	0,37	0,37
Thaïlande	0,39	0,48	0,47	0,30	0,3	0,4	0,4
Neuf économies d'Asie orientale	6,76	9,83	11,76	8,95	8,9	10,9	10,3
<b>Total - Asie orientale</b>	<b>14,70</b>	<b>20,21</b>	<b>22,92</b>	<b>17,58</b>	<b>17,3</b>	<b>20,0</b>	<b>18,4</b>

Source : Statistique Canada, *Le commerce international de marchandises du Canada 2001*, n° 65-001-XPB, décembre 2001. Données mesurées sur une base douanière.

En 2001, la baisse des expéditions canadiennes vers l'Asie de l'Est a été plus marquée que celle des exportations totales de marchandises. Aussi la part qu'occupent ces neuf pays dans les exportations canadiennes est-elle tombée à 4,6 % en 2001 (tableau 7), malgré une progression notable des exportations à destination de la Chine et une légère avance dans le cas de la Thaïlande.

**Tableau 7. Exportations canadiennes de marchandises vers les pays d'Asie orientale, 1989-2001 (en pourcentage)**

Pays	Moyenne 1989-1992	Moyenne 1993-1996	1997	1998	1999	2000	2001
Japon	5,32	4,36	3,75	2,71	2,39	2,23	2,02
Corée du Sud	1,10	1,00	1,02	0,57	0,56	0,55	0,49
République populaire de Chine	1,19	1,10	0,81	0,78	0,75	0,89	1,04
Hong Kong	0,57	0,52	0,59	0,45	0,31	0,36	0,29
Taiwan	0,64	0,57	0,54	0,37	0,32	0,28	0,25
Indonésie	0,24	0,26	0,27	0,17	0,15	0,17	0,17
Malaisie	0,17	0,17	0,23	0,15	0,12	0,10	0,08
Philippines	0,14	0,11	0,14	0,08	0,08	0,09	0,09
Singapour	0,23	0,19	0,18	0,13	0,11	0,09	0,09
Thaïlande	0,26	0,20	0,16	0,10	0,08	0,09	0,11
Neuf économies de l'Asie de l'Est	4,54	4,09	3,94	2,81	2,49	2,63	2,56
<b>Total Asie de l'Est</b>	<b>9,89</b>	<b>8,46</b>	<b>7,69</b>	<b>5,52</b>	<b>4,88</b>	<b>4,85</b>	<b>4,58</b>

Source : Statistique Canada, *Le commerce international de marchandises du Canada 2001*, n° 65-001-XPB, décembre 2001.

**Tableau 8. Ventilation des importations intra-asiatiques et en provenance de certains partenaires extérieurs, 1989-2000 (en pourcentage)**

	1989	2000
<i>Ventilation des importations asiatiques</i>		
Importations inter-asiatiques	28,7	40,8
Importations en provenance du reste du monde	71,3	59,2
<i>Ventilation des importations asiatiques en provenance du reste du monde</i>		
Total	100,0	100,0
Canada	2,0	1,6
États-Unis	22,2	20,9
Australie	3,9	3,9
France	2,7	2,5
Allemagne	6,1	5,5
Royaume-Uni	3,7	3,3

Source : *Fonds monétaire international*, Direction of Trade Statistics.

La part de marché du Canada dans l'ensemble des importations des pays asiatiques, à l'exclusion des importations intra-asiatiques, était de 1,6 % en 2000, une baisse par rapport à 1989, alors que sa part avait atteint 2,0 % (tableau 8). Les parts de marché des États-Unis, de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni ont également diminué sur la même période. En revanche, les échanges inter-asiatiques ont connu une expansion rapide au cours des dix dernières années.

#### *Amérique latine*

Malgré les difficultés qui ont caractérisé la performance économique au Mexique et en Argentine, les exportations canadiennes à destination des principales économies d'Amérique latine ont augmenté de 6 % en 2001. Ces pays ont absorbé 1,25 % des exportations canadiennes de marchandises l'an dernier, ce qui représente une amélioration par rapport au chiffre de 1,15 % observé en 2000 (tableau 9). Les exportations à destination du Mexique, de la Colombie et du Venezuela ont même enregistré des taux de croissance supérieurs à 10 %.

**Tableau 9. Exportations de marchandises canadiennes vers les principales économies d'Amérique latine, 1989-2001**

	1989-1992	1993-1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Exportations (en millions de dollars)</b>							
Mexique	673	1 082	1 277	1 467	1 612	2 044	2 461
Argentine	67	198	409	343	211	244	132
Brésil	575	1 123	1 693	1 382	1 043	1 052	914
Chili	155	333	392	340	360	444	359
Colombie	204	401	473	471	255	309	357
Venezuela	356	656	954	705	524	636	792
<b>Total</b>	<b>2 029</b>	<b>3 792</b>	<b>5 198</b>	<b>4 708</b>	<b>4 006</b>	<b>4 730</b>	<b>5 014</b>
<b>En proportion des exportations totales du Canada vers l'ensemble du monde (en pourcentage)</b>							
Mexique	0,45	0,46	0,43	0,46	0,45	0,49	0,61
Argentine	0,04	0,08	0,14	0,11	0,06	0,06	0,03
Brésil	0,39	0,47	0,57	0,43	0,29	0,25	0,23
Chili	0,10	0,14	0,13	0,11	0,10	0,11	0,09
Colombie	0,14	0,17	0,16	0,15	0,07	0,07	0,09
Venezuela	0,24	0,28	0,32	0,22	0,15	0,15	0,20
<b>Total</b>	<b>1,36</b>	<b>1,59</b>	<b>1,74</b>	<b>1,48</b>	<b>1,13</b>	<b>1,15</b>	<b>1,25</b>

Source : Statistique Canada, *Exportations par pays*, n° 65-003-XPB.

## Encadré B. Liens de commerce et d'investissement entre le Canada et l'Afrique

La création d'un nouveau partenariat avec l'Afrique est une des grandes priorités du Sommet du G-8 qui se déroulera à Kananaskis en juin de cette année. En guise de documentation préparatoire présentant le point de vue canadien, on analyse ici les rapports qui existent entre le Canada et l'Afrique en matière de commerce et d'investissement à la lumière des tendances mondiales.

- ◆ En 2000, les échanges avec l'Afrique représentaient moins de 1 % de l'ensemble des exportations et importations canadiennes de marchandises. Du point de vue des échanges de l'Afrique avec le reste du monde, le commerce bilatéral avec le Canada occupe toutefois une place beaucoup plus importante.
- ◆ Au cours des deux dernières décennies, les rapports commerciaux entre le Canada et l'Afrique ont évolué sensiblement. En particulier, la valeur des importations canadiennes de marchandises en provenance de l'Afrique (selon les données douanières les plus récentes du FMI, exprimées en dollars américains) a connu une augmentation notable pendant cette période, tandis que celle des exportations est restée à peu près inchangée. Durant la majeure partie des années 80, le Canada a enregistré un excédent au compte des marchandises dans ses échanges avec l'Afrique, mais les importations ayant plus que triplé au cours des deux dernières décennies, cet excédent s'est transformé en déficits de plus en plus importants, celui de l'an 2000 se chiffrant à 1,1 milliard de dollars US.
- ◆ Vu l'expansion rapide des exportations canadiennes vers le reste du monde et la faible croissance des expéditions vers l'Afrique, la part de ces dernières a diminué sans interruption, passant de 1,4 % au début des années 80 à seulement 0,3 % en 2000. Par contre, les importations de marchandises en provenance de l'Afrique ont augmenté à un rythme comparable à celui de l'ensemble des importations, de sorte que la proportion des importations en provenance d'Afrique n'a pas diminué.
- ◆ La lenteur de la croissance de la demande africaine en importations contribue à la faiblesse des exportations du Canada vers ce continent. Vue sous l'angle des statistiques commerciales de l'Afrique avec le reste du monde, la part des marchandises canadiennes a fléchi, passant de 1,3 % durant les années 80 à 0,9 % en 2000.
- ◆ Les exportations de l'Afrique vers le Canada se sont accrues beaucoup plus rapidement au cours des deux dernières décennies que ses ventes au reste du monde. Aussi la part du Canada dans le chiffre global des exportations africaines a-t-elle grimpé durant cette période pour passer de 0,5 % à 1,3 %.

**Tableau B.1. Commerce de marchandises entre le Canada et l'Afrique, 1980-2000 (en milliards de dollars US)**

Commerce	1980	1982	1984	1986	1988	1990	1992	1994	1996	1998	2000
<b>Commerce de l'Afrique avec le reste du monde</b>											
Exportations	64 854	65 118	66 333	54 506	64 324	82 275	81 623	80 079	102 786	92 935	121 435
Importations	60 991	74 329	60 286	55 270	65 260	83 618	92 841	91 110	108 642	110 106	114 562
Solde	3 863	-9 211	6 047	-764	-936	-1 343	-11 218	-11 031	-5 856	-17 171	6 873
<b>Commerce du Canada avec l'Afrique</b>											
Exportations	918	987	916	650	927	851	594	694	907	940	912
Importations	504	588	806	752	815	1 033	940	1 238	1 653	1 490	2 011
Solde	415	400	110	-101	112	-182	-346	-544	-746	-550	-1 099
<b>Commerce avec l'Afrique en pourcentage (données fournies par le Canada)</b>											
Exportations	1,4	1,4	1,0	0,7	0,8	0,7	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3
Importations	0,8	0,9	1,0	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,9	0,7	0,8
<b>Commerce avec l'Afrique en pourcentage (données fournies par l'Afrique)</b>											
Exportations	1,1	1,5	1,0	0,8	0,8	0,6	0,8	1,1	1,1	1,1	1,3
Importations	0,5	0,6	0,7	0,4	0,4	1,2	0,9	1,1	1,0	1,2	0,9
<b>Commerce de marchandises du Canada avec le reste du monde</b>											
Exportations	67 730	71 237	90 293	89 706	116 418	126 447	133 447	161 269	200 146	211 355	275 183
Importations	67 105	62 389	83 521	91 639	121 110	131 640	137 314	166 670	187 042	219 150	262 721

Source: *Fonds monétaire international*, Direction of Trade Statistics Données mesurées sur la base douanière.

- ◆ Plus de 80 % de la valeur des flux commerciaux entre le Canada et les 53 pays de l'Afrique est imputable aux échanges avec seulement cinq d'entre eux, soit l'Algérie, l'Afrique du Sud, le Maroc, le Nigéria et le Ghana pour ce qui est des exportations, et l'Algérie, l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Maroc et la Côte d'Ivoire dans le cas des importations.
- ◆ La composition des exportations canadiennes vers l'Afrique a évolué sensiblement au cours des années. En 2000, les principaux produits d'exportation étaient le blé, les locomotives, les lentilles, le soufre, les vêtements et textiles, les aéronefs et la pâte de bois. Les ventes de blé dominaient nettement, représentant un peu plus de la moitié du total. La chute des expéditions de marchandises telles que l'amiant, le soufre, les produits laitiers et les appareils électriques a par contre freiné la croissance du chiffre total. Le Canada exporte plus de produits manufacturiers vers l'Afrique qu'il n'en importe.
- ◆ Pour ce qui est des produits africains importés par le Canada, les principales catégories sont le pétrole brut, les huiles de pétrole raffinées et l'uranium, ainsi que divers produits agricoles (mandarines, graines de cacao, oranges). En 2000, les achats de pétrole brut représentaient environ les deux tiers de la valeur de ces importations. Outre les produits déjà mentionnés, la plupart des 25 premières catégories d'importations étaient d'ailleurs des matières premières : platine, métaux et minéraux, et coton, notamment.
- ◆ Globalement, les entrées d'investissements étrangers directs (IED) en Afrique ont été plutôt erratiques ces dernières années. Elles ont bondi de 72 % en 1997 pour atteindre 11 milliards de dollars US, puis elles ont oscillé au cours des trois années suivantes. En 2000, elles ont reculé de plus de 13 % pour se situer à 9,1 milliards en raison d'une chute de 50 % des investissements en Angola, au Maroc et en Afrique du Sud, les principaux pays bénéficiaires d'IED. La part de l'Afrique dans le chiffre mondial reste très mince, atteignant moins de 1 % en 2000. Par rapport à l'ensemble des investissements des entreprises en Afrique, les entrées d'IED représentaient environ 10 % en 1999, la dernière année pour laquelle on dispose de statistiques à cet égard. Cette proportion est d'environ quatre fois supérieure à ce qu'elle était en 1990, ce qu'on peut attribuer principalement au fait que le climat des investissements s'est amélioré sensiblement dans de nombreux pays africains.
- ◆ Les flux d'investissements étrangers directs entre le Canada et l'Afrique ne représentaient en 2000 qu'une infime partie de l'ensemble des transactions canadiennes à ce chapitre, malgré la hausse très rapide qu'ils ont connue depuis 1988. En 2000, la valeur du stock canadien d'IED en provenance de l'Afrique s'élevait à quelque 124 millions de dollars - soit environ 0,04 % du total -, ce qui représentait une augmentation considérable par rapport aux 7 millions enregistrés en 1988. Le stock des IED canadiens en Afrique se chiffrait à 1,155 milliard de dollars en 2000 - soit 0,4 % du chiffre total des investissements canadiens dans le monde - comparativement à 219 millions en 1988.

**Sources des importations canadiennes de marchandises**

En 2001, les importations canadiennes de marchandises ont subi une baisse de 3,4 % pour s'établir à 351 milliards de dollars. Cette baisse était largement répartie entre tous les partenaires commerciaux du Canada, à l'exception de l'Union européenne. La baisse a été plus marquée à l'égard des importations en provenance des États-Unis et du Japon que de celles venant d'ailleurs. La part des importations canadiennes en provenance des États-Unis est passée de 73,7 % en 2000 à 72,8 % en 2001 (tableau 10). Bien que la part des importations en provenance de l'UE ait diminué au cours des années 90, elle s'est quelque peu redressée depuis trois ans pour atteindre 10 % en 2001. Les importations en provenance de l'UE ont connu une forte hausse l'an dernier, sous l'impulsion notamment des biens de consommation et des produits automobiles, industriels et agricoles.

**Tableau 10. Importations canadiennes de marchandises, 1950-2001**

	1950-1959	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-2001	1998	1999	2000	2001
<b>Ventilation (en pourcentage)</b>									
<b>États-Unis</b>	71,6	70,8	70,1	70,4	77,4	77,1	76,3	73,7	72,8
<b>Reste du monde</b>	28,4	29,2	29,9	29,6	26,8	22,9	23,7	26,3	27,2
<b>UE</b>	n.d.	n.d.	9,5	10,0	9,4	8,3	8,7	9,2	10,0
<b>Japon</b>	n.d.	n.d.	4,2	5,8	3,9	3,1	3,2	3,2	3,0
<b>Taux de croissance annuelle (en pourcentage)</b>									
<b>États-Unis</b>		10,4	16,1	7,5	8,4	10,6	6,7	7,4	-4,7
<b>Reste du monde</b>		8,1	15,4	7,4	7,1	5,0	11,3	23,3	-0,2
<b>UE</b>		n.d.	n.d.	11,5	7,5	4,1	12,7	17,6	4,8
<b>Japon</b>		n.d.	n.d.	6,6	2,0	10,9	9,6	10,6	-9,6

n.d. = données non disponibles

Source : Statistique Canada, « *Importations de marchandises sur la base de la balance des paiements, par 63 groupes principaux et par 6 marchés principaux, dérivés de la nomenclature standard des biens* », CANSIM Tableau 228-0001

**Évolution structurelle de la croissance de marchandises des importations**

En volume, les importations de marchandises ont diminué de 5,8 % en 2001, et cette baisse a coïncidé avec un ralentissement de 1,5 % de la croissance de la production canadienne (tableau 11). La décroissance du volume des importations canadiennes de biens s'est considérablement ralentie en 2001 pour s'établir à 3,4 %, conséquence de l'augmentation du prix moyen des importations.

**Tableau 11. Croissance des importations canadiennes de marchandises par secteur, 2001**

Produits	Valeur des importations (en milliards de dollars)	Croissance en dollars courants (en %)	Croissance réelle en dollars constants de 1997 (en %)
<b>Agriculture et pêche</b>	20,4	9,7	5,9
<b>Énergie</b>	17,7	-0,9	2,2
<b>Produits forestiers</b>	2,9	-5,8	-5,7
<b>Produits et matériaux industriels</b>	68,5	-2,9	-6,3
<b>Machines et équipement</b>	112,4	-8,4	-10,1
<b>Produits de l'automobile</b>	72,5	-6,3	-8,7
<b>Autres biens de consommation</b>	42,9	7,1	2,5
<b>Total</b>	<b>351,0</b>	<b>-3,4</b>	<b>-5,8</b>

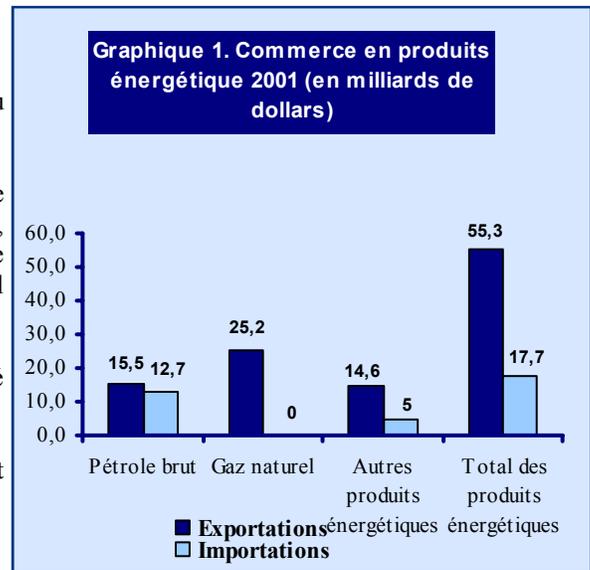
Source : Statistique Canada, *Le commerce international de marchandises du Canada 2001*, n° 65-001-XPB, décembre 2001.

Le taux de diminution de plus de 10 % du volume des échanges de machines et biens d'équipement enregistré en 2001 coïncide avec une baisse des dépenses des entreprises canadiennes et avec des taux très faibles d'utilisation des capacités. Le ralentissement des importations de machinerie, d'équipement et de pièces révèle une baisse de la demande en produits intermédiaires parmi les entreprises canadiennes qui produisent de la machinerie et de l'équipement à destination des marchés étrangers.

## Exportations et importations de marchandises par secteur

La composition sectorielle du commerce des marchandises du Canada en 2001 se caractérisait par les éléments suivants.

- ◆ Le secteur des machines et de l'équipement est resté en tête des principaux secteurs d'importation et d'exportation, malgré la chute des investissements mondiaux et le ralentissement des activités dans le secteur du matériel électronique et de télécommunications.
- ◆ Une légère hausse dans le secteur des ressources a favorisé le commerce des marchandises.
- ◆ L'excédent commercial du Canada est principalement attribuable au commerce en produits énergétiques.



Source : Statistique Canada Le commerce international de marchandises du Canada 2001, n° 65-001-XPB, décembre 2001.

## Produits de base

- ◆ Depuis 1994, les exportations canadiennes de produits de base représentent chaque année moins de la moitié du commerce de marchandises du Canada, et cette catégorie d'exportations connaît d'ailleurs une baisse rapide depuis une dizaine d'années. Alors que les ventes de matières premières constituaient près de 61 % du volume des expéditions de marchandises en 1981, elles n'étaient plus qu'à 41,4 % en 2000; elles ont accusé un léger regain pour se situer à 42,8 % en 2001<sup>6</sup>. Cette tendance baissière à long terme s'explique notamment par l'accroissement des activités de transformation de matières premières au Canada pour en accroître la valeur ajoutée et par la croissance rapide du commerce en produits de la fabrication et autres produits non liés aux matières premières.
- ◆ À l'instar des exportations, les importations de produits de base ont subi un recul au fil des ans. De 36,1 % en 1981, leur part du volume des importations a baissé à 29,2 % en 2000. En 2001, cette proportion a connu une légère hausse pour se chiffrer à 30,0 %, conséquence des baisses importantes des importations de machines et de biens d'équipement ainsi que d'autres produits fabriqués.

## Produits énergétiques

- ◆ La hausse des prix a entraîné une augmentation de 4,5 % de la valeur des exportations de produits énergétiques en 2001, malgré une légère diminution du volume. Les importations ayant diminué de 0,9 % au cours de l'année, l'excédent commercial du Canada dans la catégorie énergétique a atteint un sommet historique de 37,6 milliards de dollars, soit 61,1 % de l'excédent commercial total. La forte demande en provenance des États-Unis a permis aux ventes de gaz naturel de faire un bond de 23,6 % en 2001 pour se chiffrer à 25,2 milliards.
- ◆ Le gaz naturel représente 67,1 % de l'excédent commercial enregistré au titre de l'énergie en 2001, comparativement à 14,3 % pour le charbon, 11,2 % pour l'électricité et 7,4 % pour le pétrole brut.

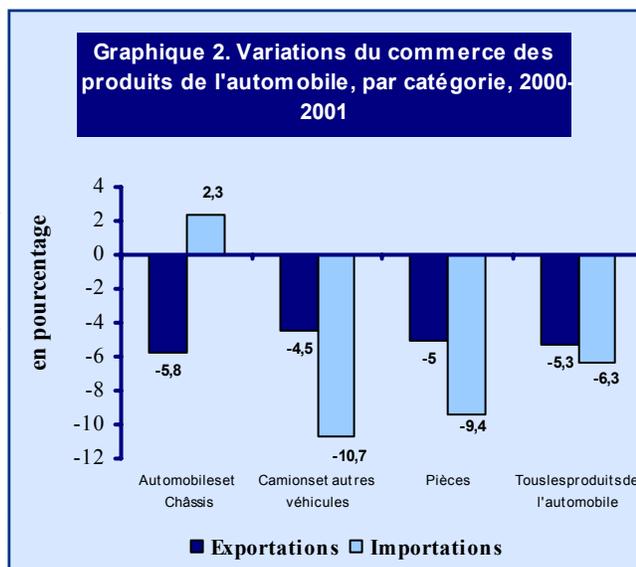
## Produits de l'agriculture et de la pêche et produits forestiers

- ◆ En 2001, les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche ont connu une hausse de 12,6 % attribuable à la montée des prix et à l'augmentation du volume des expéditions. Les exportations de produits forestiers ont par contre chuté de 7,5 %, en partie en raison de la diminution des exportations de bois d'œuvre attribuable à l'imposition par les États-Unis de droits antidumping et compensateurs. Les importations dans ces deux catégories ont suivi la même tendance - augmentation de 9,7 % pour les produits de l'agriculture et de la pêche, baisse de 5,8 % pour les produits de la forêt.
- ◆ L'excédent total enregistré par ces deux catégories a atteint 46,2 milliards de dollars en 2001, en baisse par rapport aux 47,5 milliards observés en 2000.

<sup>6</sup> Les produits de base comprennent les produits énergétiques - pétrole brut, gaz naturel, électricité, charbon et autres - ainsi que les produits agricoles comme le blé et d'autres produits de l'agriculture et de la pêche, les produits forestiers (bois d'œuvre, pâtes et papiers) et les matériaux industriels (métaux, minéraux, produits chimiques et engrais). Pour plus d'information visiter le site Web [www.statcan.ca/francais/concepts/snachanges\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/concepts/snachanges_f.htm)

## Produits et matériaux industriels

- ◆ Les exportations de produits industriels (qui comprennent les produits intermédiaires comme les métaux, les produits chimiques, les plastiques et les engrais) ont connu une hausse de 0,5 % en 2001 grâce à une augmentation de la demande qui est venue compenser la chute des prix.
- ◆ À l'opposé, les importations dans cette catégorie ont subi une baisse de 2,9 %, malgré une hausse du prix moyen des produits importés en 2001.
- ◆ Cette évolution disparate s'est traduite par une nette réduction du déficit commercial du Canada dans la catégorie des produits industriels, qui est passé de 4,6 milliards de dollars en 2000 à 2,2 milliards l'an dernier.



Source : Statistique Canada Le commerce international de marchandises du Canada 2001, n° 65-001-XPB, décembre 2001.

## Machines et biens d'équipement

- ◆ En 2001, les exportations de machines et de matériel d'équipement ont fléchi de 7,6 %, la baisse la plus marquée parmi les principales catégories d'exportations. Les expéditions se sont néanmoins chiffrées à 98,8 milliards de dollars, ce qui n'est pas loin du niveau record. Dans cette catégorie, le groupe « autres machines » (matériel de télécommunications, ordinateurs et autres machines de bureau) a subi une baisse de 17,6 %, attribuable pour une bonne part au recul du matériel de télécommunications (39 %) causé par la diminution des investissements en machines et biens d'équipement. Malgré l'impact des événements du 11 septembre, les exportations d'aéronefs et de pièces sur l'ensemble de l'année ont augmenté de 26,3 %, modérant ainsi la baisse des exportations dans les autres sous-catégories.
- ◆ Les importations ont également subi une baisse marquée de 8,4 % pour s'établir à 112,4 milliards de dollars. Les achats de matériel de communication ont notamment fléchi de 29,7 %. Cette baisse, la plus forte parmi les sous-catégories du secteur des machines et de l'équipement, est venue annuler la hausse enregistrée en 2000.
- ◆ Le déficit commercial du Canada dans le secteur des machines et de l'équipement s'est rétréci, passant de 15,8 milliards de dollars en 2000 à 13,6 milliards en 2001, soit son niveau le plus bas depuis 1991.
- ◆ En 2001, le commerce en machines et matériel d'équipement représentait 24 % des exportations et 32 % des importations de marchandises. Cette catégorie est donc restée en tête des principales catégories d'importations et d'exportations.

## Produits de l'automobile

- ◆ Après avoir atteint un sommet sans précédent en 2000, les exportations de produits de l'automobile ont fléchi de 5,3 % en 2001. Cette baisse s'explique par un affaiblissement de la demande en provenance des États-Unis, tendance qui s'est accentuée tout au long de l'année, ainsi que par l'interruption du commerce transfrontalier (graphique 2). Ce fléchissement a été ressenti de façon à peu près égale dans les expéditions d'automobiles, de camions et de pièces.
- ◆ En 2001, les importations ont également subi une baisse de 6,3 % par rapport au niveau record atteint en 2000. Les importations de camions et de pièces ont connu une baisse marquée, tandis que les importations d'automobiles ont augmenté de 2,3 %.
- ◆ Le commerce des produits de l'automobile a représenté 22,5 % des exportations et 20,7 % des importations l'an dernier.
- ◆ L'excédent commercial du Canada dans ce secteur a connu un recul en 2001, s'établissant à 20,2 milliards de dollars comparativement à 20,5 milliards en 2000.

## Biens de consommation autres que les véhicules<sup>8</sup>

- ◆ Les exportations de biens de consommation, qui représentent moins de 4 % des expéditions de marchandises, ont augmenté de 6,7 % en 2001, une hausse qui marque la poursuite d'une décennie de croissance exceptionnelle.
- ◆ Les importations ont augmenté de 7,1 % en 2001 pour atteindre un nouveau sommet, ce qui illustre la vigueur des dépenses de consommation au Canada.
- ◆ Le Canada affiche habituellement un déficit au titre du commerce de biens de consommation. En 2001, ce déficit s'est élargi pour atteindre 27,1 milliards de dollars.

<sup>7</sup> On trouvera une analyse de la position du Canada dans le commerce mondial des produits de haute technologie dans le *Rapport annuel sur le commerce international au Canada*, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 2001, pages 23 à 28.

<sup>8</sup> Cette catégorie comprend les meubles et les autres produits ménagers, les vêtements, les chaussures, le matériel photographique, les produits médicaux et pharmaceutiques ainsi que d'autres articles personnels.

## Encadré C. Le commerce du Canada en produits énergétiques

### Introduction

Exportateur net de ressources énergétiques, le Canada compte parmi les quelques pays industrialisés qui bénéficient de la hausse des cours mondiaux. Ainsi, durant les années 90 le secteur énergétique a contribué dans une proportion de plus de 65 % à l'excédent commercial du Canada au compte des marchandises. Tout comme les prix des produits énergétiques, l'excédent au compte de l'énergie a eu tendance à fluctuer. Depuis le deuxième semestre de 2001, les prix ont diminué sensiblement, et cette baisse s'est répercutée sur les échanges du Canada en produits énergétiques. Nous examinons dans cette section les tendances observées ces dernières années et tentons de déterminer quel sera l'avenir de ce secteur du commerce canadien. Notre analyse met l'accent sur l'importance des effets que pourrait avoir sur la balance commerciale du Canada une baisse éventuellement plus prononcée du prix du pétrole.

### Le commerce du Canada en produits énergétiques

Pendant une bonne partie des années 90, la croissance des exportations énergétiques du Canada a suivi de près celle des expéditions de marchandises à l'étranger. En 2000, toutefois, les échanges de produits énergétiques se sont accrus beaucoup plus rapidement que l'ensemble du commerce des marchandises, sous l'impulsion d'une hausse rapide des prix. L'excédent au compte énergétique est passé de 19,1 à 35,1 milliards de dollars entre 1999 et 2000 et représentait à la fin de cette période 3,3 % du PIB. Les produits énergétiques représentaient 59,2 % de l'excédent au compte des marchandises en 2000, qui se chiffrait à 59,3 milliards de dollars.

Les ventes de gaz naturel représentent habituellement une bonne partie de l'excédent énergétique; or, on peut voir qu'en 2000, cette proportion se situait effectivement à 58,2 %, contre 16,3 % pour le pétrole brut, 11,6 % pour l'électricité et 14,4 % pour le charbon. Par ailleurs, les importations de produits énergétiques - pétrole brut et charbon, par exemple - sont sensiblement inférieures aux exportations. Enfin, signalons que les provinces de l'Est du Canada consomment une bonne partie des importations de produits énergétiques, et que la totalité des exportations canadiennes de pétrole, de gaz et d'électricité sont destinées aux États-Unis.

Tout au long du deuxième semestre de 2001, le commerce énergétique du Canada a subi les effets de la diminution des prix provoquée par la faiblesse de la demande. Si le commerce du pétrole brut a connu un recul marqué, l'ensemble des exportations énergétiques du Canada n'en a pas moins progressé de 4,5 % en raison de la vigueur des ventes de gaz naturel, de charbon et d'électricité. Par contre, la valeur des importations a fléchi de 0,9 %, reflétant une baisse de 5,7 % des achats de pétrole brut. Les échanges de gaz naturel représentaient plus des deux tiers de l'excédent énergétique l'an dernier; les expéditions du charbon sont passées au deuxième rang des produits qui ont contribué à ce surplus, suivies des ventes d'électricité et de pétrole brut.

**Tableau C.1. Ventilation du commerce canadien de l'énergie, 1992-2001(en millions de dollars)**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Variation (%)
<b>Pétrole brut</b>											
Exportations	5 885	6 223	6 507	8 264	10 497	10 366	7 830	11 017	19 166	15 469	-19,3
Importations	4 175	4 688	4 609	4 833	6 708	7 189	5 227	7 160	13 445	12 684	-5,7
Solde	1 710	1 535	1 898	3 430	3 789	3 177	2 602	3 857	5 721	2 785	-51,3
<b>Gaz naturel</b>											
Exportations	4 730	5 903	6 428	5 649	7 433	8 626	8 967	10 951	20 421	25 231	23,6
Importations											
Solde	4 730	5 903	6 428	5 649	7 433	8 626	8 967	10 951	20 421	25 231	23,6
<b>Charbon</b>											
Exportations	4 123	4 768	4 937	5 294	6 905	6 809	5 415	5 929	9 283	10 393	12,0
Importations	2 303	2 281	2 350	2 404	2 898	3 438	3 406	3 548	4 419	5 028	13,8
Solde	1 820	2 487	2 587	2 890	4 008	3 370	2 009	2 382	4 863	5 365	10,3
<b>Électricité</b>											
Exportations	714	857	1 329	1 186	1 218	1 377	1 600	1 923	4 059	4 218	3,9
Importations											
Solde	714	857	1 329	1 186	1 218	1 377	1 600	1 923	4 059	4 218	3,9
<b>Tous les produits énergétiques</b>											
Exportations	15 452	17 751	19 201	20 393	26 053	27 178	23 812	29 821	52 928	55 311	4,5
Importations	6 478	6 969	6 960	7 237	9 605	10 628	8 634	10 708	17 864	17 712	-0,9
Solde	8 974	10 782	12 241	13 156	16 448	16 550	15 179	19 113	35 064	37 599	7,2
<b>Énergie en pourcentage du total des marchandises</b>											
Exportations	9,5	9,3	8,4	7,7	9,3	9,0	7,3	8,2	12,5	13,4	
Importations	4,2	3,9	3,3	3,1	4,0	3,8	2,8	3,3	4,9	5,1	
Solde	99,3	82,4	60,3	37,2	38,8	64,5	66,6	49,8	59,2	60,1	

Source : Statistique Canada.

**Pétrole brut.** Le Canada occupe le dixième rang parmi les pays producteurs de pétrole classique. En 2000, sa production représentait 3,5 % du total mondial, qui se chiffrait à 74,51 millions de barils par jour. Plus de 60 % de la production canadienne étant destinée à l'exportation, l'apport du Canada aux exportations mondiales de brut était de 4 %, ce qui en faisait le douzième pays exportateur au monde. Les expéditions canadiennes représentaient 14,5 % des importations américaines de brut, ce qui équivalait à 9 % de la consommation américaine en 2000. Le pétrole brut représentait 36,2 % de la valeur des exportations canadiennes d'énergie en 2000, mais cette proportion est tombée à 28 % en 2001.

La valeur des exportations de pétrole brut a bondi d'environ 75 % en 2000 pour atteindre 19,2 milliards de dollars comparativement aux 11 milliards enregistrés en 1999 - hausse qu'il faut attribuer en bonne partie à l'accroissement du prix des exportations. Le brut de référence WTI (West Texas Intermediate), dont le prix unitaire s'établissait à 19,31 dollars US le baril en 1999, a en effet grimpé à 30,37 dollars en 2000, ce qui représentait une augmentation de 57 %. Les volumes ont eux aussi connu une forte progression, passant de 1,27 à 1,38 million de barils par jour de 1999 à 2000, soit une hausse de 10 %. Une bonne partie de l'augmentation de la valeur des exportations a été contrebalancée par une hausse sensible de celle des importations. Le solde au titre du pétrole brut en 2000, soit 5,7 milliards de dollars, représentait 16,3 % de l'excédent énergétique global du Canada cette année-là. En 2001, cet apport est tombé à 7,4 % car le surplus au compte des échanges de pétrole n'a atteint que 2,8 milliards de dollars.

**Gaz naturel.** Le Canada est le troisième producteur de gaz naturel au monde et, en 2000, sa production représentait 6,9 % de la production mondiale. Ces dernières années, plus de 60 % de la production ont été exportés. Les ventes ont fait un bond de 86 % de 1999 à 2000, alors qu'elles atteignaient cette année-là une valeur de 20,4 milliards de dollars. Les importations, principalement en provenance du Venezuela et de Trinité-et-Tobago, sont négligeables en comparaison des exportations. Aussi le Canada enregistre-t-il un excédent grandissant au compte des échanges du gaz naturel, dont l'apport à l'excédent énergétique global se chiffrait à environ 60 % en 2000. En 2001, les exportations canadiennes de gaz naturel ont enregistré une poussée de 24 % pour s'établir à 25,2 milliards, représentant ainsi 46 % du total des exportations d'énergie et 67 % de l'excédent commercial dans ce domaine.

En 2000, le Canada a exporté un volume record de 9 683 millions de pieds cubes de gaz naturel par jour vers les États-Unis, ce qui équivalait à 93,8 % de leurs importations et à 14 % de leur consommation de ce produit. Ce volume était par ailleurs en hausse de 4,4 % par rapport à 1999. Comme dans le cas du pétrole brut, l'augmentation de la valeur des ventes de gaz naturel tenait principalement à la montée du prix à l'exportation. Celui-ci a connu une hausse spectaculaire de 74 % entre 1999 et 2000, passant de 3,02 à 5,25 dollars le gigajoule, ce qui s'explique par le renforcement de la demande américaine.

**Charbon.** En 2000, le Canada a produit 37,2 millions de tonnes et consommé 29,3 millions de tonnes de charbon en équivalent pétrole; il disposait cette année-là de réserves prouvées de 8,6 milliards de tonnes. Le charbon consommé au Canada sert principalement à la production d'électricité, le reste étant destiné à l'industrie sidérurgique.

Le commerce en charbon et en produits du charbon a connu une progression de plus de 12 % en 2001, de sorte qu'il a contribué 5,4 milliards de dollars à l'excédent commercial du Canada au compte énergétique - montant substantiellement plus élevé que le surplus de 2,8 % milliards enregistré pour le pétrole brut. Les ventes de charbon et de produits assimilés représentaient 18,8 % des exportations canadiennes d'énergie en 2001, niveau légèrement supérieur aux 17,5 % observés en 2000. Environ 80 % des expéditions de charbon se classent dans la catégorie métallurgique, étant destinées principalement au Japon et à la Corée du Sud.

**Électricité.** Les exportations canadiennes d'électricité ont plus que doublé en 2000 en raison de la forte demande américaine et du relèvement des prix suscité par l'augmentation des coûts de production qui a suivi la hausse du prix du gaz naturel. En 2001, les ventes canadiennes ont poursuivi leur ascension, croissant de 3,9 % pour atteindre un nouveau record. La part de l'électricité dans l'ensemble des exportations énergétiques a toutefois baissé de 7,7 à 7,6 %, de sorte que son apport à l'excédent commercial au compte de l'énergie a reculé de 11,6 % en 2000 à 11,2 % en 2001.

**Tableau C.2. Exportations d'électricité par province, 1992-2001**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Variation (%)
Colombie-Britannique	197,2	106,5	145,0	62,6	120,7	222,6	323,3	458,0	1 986,6	2 085,3	5,0
Québec	271,3	328,3	454,3	488,0	533,3	515,2	608,2	715,8	1 062,6	929,0	-12,6
Manitoba	96,2	203,9	280,7	279,9	284,8	309,8	356,2	343,0	442,7	534,7	20,8
Ontario	59,8	134,7	360,8	238,2	162,2	161,6	121,1	172,6	288,8	201,8	-30,1
Nouveau-Brunswick	87,8	80,5	87,6	115,8	113,5	165,1	183,9	225,3	254,2	247,0	-2,8
Saskatchewan	1,7	3,5	0,4	1,8	3,6	3,0	6,6	7,8	17,8	16,2	-9,4
Alberta	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	0,8	6,3	203,6	5,0
<b>Total Canada</b>	<b>714,0</b>	<b>857,4</b>	<b>1 328,7</b>	<b>1 186,2</b>	<b>1 218</b>	<b>1 377,4</b>	<b>1 600,4</b>	<b>1 923,4</b>	<b>4 059,0</b>	<b>4 218</b>	<b>3,9</b>

Source : Statistique Canada, CANSIM Tableau 127-0001 *Statistique de L'énergie électrique*

La Colombie-Britannique comptait pour environ la moitié des recettes à l'exportation en 2000 et 2001, bien qu'elle se soit classée au deuxième rang, derrière le Québec, du point de vue du volume des exportations mesuré en équivalent énergétique (tableau C.2). Le Manitoba, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick occupaient également une place importante relativement aux ventes d'électricité.

En 2001, le commerce canadien en électricité représentait 11,2 % de l'excédent énergétique de 37,6 milliards de dollars. Le surplus de 4,2 milliards enregistré au compte des ventes d'électricité était sensiblement plus important que celui du compte du pétrole (2,8 milliards).

#### *Les prix de l'énergie et leurs effets sur la balance commerciale*

De manière générale, l'excédent commercial du Canada au titre de l'énergie fluctue de pair avec la croissance des prix. Ceux-ci ont eu tendance à être très variables dans le passé car ils subissent l'effet de divers facteurs économiques et politiques. Des événements comme la guerre du Golfe, la crise économique et financière asiatique, les variations cycliques de l'économie américaine, les attentats terroristes du 11 septembre et la baisse de production de l'OPEP ont eu des répercussions considérables sur les cours mondiaux du pétrole. À court terme, les conditions climatiques et les variations du niveau des stocks influencent également le cours des prix. Cette évolution a à son tour des effets sur la demande en gaz naturel, en charbon et en électricité qui se répercutent éventuellement sur les prix.

En 2001, le prix des exportations canadiennes de pétrole brut a chuté de 10,5 %, ce qui a fortement contribué à la baisse de la valeur des ventes à l'étranger. Toutefois, les effets de cette diminution sur le solde du compte pétrolier ont été atténués par une baisse équivalente de la valeur des importations, qui équivalait à 82 % de la valeur des exportations. Dans le cas du charbon, l'effet de compensation des importations est légèrement plus faible, car leur valeur, de façon générale, s'établit à la moitié de celle des exportations. Par contre, l'évolution des prix du gaz naturel et de l'électricité se répercute directement sur la balance énergétique, car le Canada n'importe pas de gaz naturel ni d'électricité. En tout état de cause, les exportations énergétiques du Canada ont augmenté pour atteindre un nouveau record en 2001, car les prix à l'exportation d'électricité, de gaz naturel et de charbon ont tous augmenté.

Il semble que le recul du cours international du pétrole brut observé tout au long de 2001 avait pris fin à la fin de l'année. Au Canada, les prix à l'exportation et à l'importation ont en effet grimpé soudainement en décembre 2001, ce qui a entraîné des majorations de la valeur des ventes et des achats. Les prix ont enregistré de nouvelles hausses en janvier et février 2002. Si la croissance économique aux États-Unis et ailleurs dans le monde s'accélère au fur et à mesure que l'année avance, on peut s'attendre à un vigoureux redressement des prix de l'énergie et, par là, de la balance commerciale du Canada.

#### *Potentiel du Canada en exportations énergétiques*

Mesurée en gigajoules, la production canadienne de tous les types de matières et produits énergétiques a augmenté de 33 % de 1989 à 2000, soit à une cadence deux fois plus rapide que celle de la consommation nationale. Aussi les ventes d'énergie ont-elles fait un bond de 84 % pendant cette période, la part de la production destinée aux exportations étant passée de 38 % en 1989 à 53 % en 2000. L'excédent commercial du Canada au compte énergétique a plus que doublé depuis 1989, malgré d'importantes augmentations des importations de pétrole et de charbon pendant la deuxième moitié des années 90. En 2000, ce surplus était équivalent à 35 % de la production énergétique du pays.

Le Canada possède un potentiel important en matière de production de pétrole même si ses réserves de pétrole classique prouvées (récupérables dans les conditions économiques et opérationnelles actuelles), qui se chiffrent à 6,4 milliards de barils, ne représentaient que 0,6 % du total mondial de 1 046,4 milliards de barils en 2000<sup>9</sup>. Les réserves du gisement Hibernia au large de la côte Atlantique atteignaient 515 millions de barils et le champ pétrolifère Terra Nova renferme des réserves de 370 millions de barils. Outre les réserves de pétrole classique et de pétrole des régions pionnières, la région de l'Athabasca compte les plus importantes réserves de sables bitumineux récupérables, soit 300 milliards de barils, plus que les 262 milliards de barils de pétrole classique de l'Arabie saoudite.

Le Canada est le troisième producteur mondial de gaz naturel, après les États-Unis et la Russie. En 2000, la production canadienne a représenté 6,9 % du chiffre mondial de 2 422 milliards de mètres cubes, comparativement à 22,9 % pour celle des États-Unis et 22,5 % pour la production russe. Au cours de la dernière décennie, la production canadienne a accusé une forte tendance à la hausse. La demande américaine en gaz naturel venant du Canada a connu une augmentation prononcée, le volume des importations ayant quadruplé depuis 1985. Toutefois, les réserves canadiennes prouvées de gaz naturel - 1,73 billion de mètres cubes - ne représentaient que 1,1 % du total mondial de 150,2 billions de mètres cubes à la fin de

<sup>9</sup> En l'absence de nouvelles découvertes, les réserves du Canada seraient essentiellement épuisées en seulement 8,5 ans au rythme actuel de production.

2000. Les possibilités d'extraction dans les régions productrices de pétrole classique commencent à être un peu plus problématiques en raison du vieillissement du bassin sédimentaire de l'Ouest canadien. Côté positif, les réserves de gaz de l'île de Sable s'élèvent à 85 milliards de mètres cubes. À plus long terme, le Canada possède d'abondantes réserves de gaz naturel. Des projets de mise en valeur sont en cours pour extraire le gaz de Deep Panuke, un nouveau champ gazifère, et de gisements en eau profonde sur la côte Est. Le forage en vue de l'extraction du méthane dans des gisements houillers et le gaz naturel liquéfié offrent aussi des sources non classiques. Citons également l'énorme potentiel en gaz naturel qui réside dans les Grands Bancs et au large de la Colombie-Britannique.

*Conclusion*

L'énergie contribue de manière importante à l'excédent commercial du Canada au compte des marchandises. L'évolution des cours mondiaux de l'énergie joue un rôle majeur à cet égard. L'influence du prix du pétrole brut est toutefois beaucoup plus modeste que celle des prix à l'exportation du gaz naturel et de l'électricité en raison du niveau élevé des importations canadiennes de pétrole.

Les perspectives des exportations énergétiques du Canada semblent excellentes, compte tenu de ses réserves abondantes et du niveau de la demande dans son marché le plus important, les États-Unis. Cela devrait accroître encore davantage l'excédent du Canada au compte du commerce énergétique

**Tableau 12. Valeur, ventilation et croissance du commerce canadien de marchandises, 1989-2001**

Secteur	Valeur (en milliards de dollars)			Ventilation			Croissance cumulative, 1989-2001 (en %)	Croissance, 2001 (en %)
	1989	2000	2001	1989	2000	2001		
<b>Exportations</b>								
Total	147,0	422,6	412,5	100,0	100,0	100,0	180,7	-2,4
Agriculture et pêche	11,6	27,4	30,8	7,9	6,5	7,5	166,2	12,6
Énergie	13,7	52,9	55,3	9,3	12,5	13,4	303,0	4,5
Produits forestiers	21,5	41,8	38,6	14,6	9,9	9,4	80,0	-7,5
Produits industriels	32,3	65,9	66,3	22,0	15,6	16,1	105,3	0,5
Machines et équipement	24,0	106,9	98,8	16,3	25,3	24,0	312,4	-7,6
Automobile	34,0	97,9	92,7	23,1	23,2	22,5	172,9	-5,3
Biens de consommation	2,6	14,8	15,8	1,8	3,5	3,8	499,0	6,7
<b>Importations</b>								
Total	139,2	363,3	351,0	100,0	100,0	100,0	152,1	-3,4
Agriculture et pêche	8,3	18,6	20,4	5,9	5,1	5,8	146,6	9,7
Énergie	6,2	17,9	17,7	4,5	4,9	5,0	184,7	-0,9
Produits forestiers	1,4	3,1	2,9	1,0	0,8	0,8	112,6	-5,8
Produits industriels	26,9	70,5	68,5	19,3	19,4	19,5	154,2	-2,9
Machines et équipement	43,3	122,7	112,4	31,1	33,8	32,0	159,6	-8,4
Automobile	31,9	77,4	72,5	22,9	21,3	20,7	127,1	-6,3
Biens de consommation	15,0	40,1	42,9	10,8	11,0	12,2	185,7	7,1
<b>Solde</b>								
Total	7,7	59,3	61,5					
Agriculture et pêche	3,3	8,8	10,5					
Énergie	7,5	35,1	37,6					
Produits forestiers	20,1	38,7	35,7					
Produits industriels	5,3	-4,6	-2,2					
Machines et équipement	-19,3	-15,8	-13,6					
Automobile	2,0	20,5	20,2					
Biens de consommation	-12,4	-25,3	-27,1					

Source : Statistique Canada, *Le commerce international de marchandises du Canada*, n° 65-001-XPB, décembre 2001. Les données sont établies sur la base de la balance des paiements. Il peut arriver que les totaux ne soient pas égaux à 100 car les transactions spéciales, le transport intérieur et d'autres ajustements aux données de la balance des paiements, qui font partie du compte de commerce des marchandises, ne sont pas inclus.

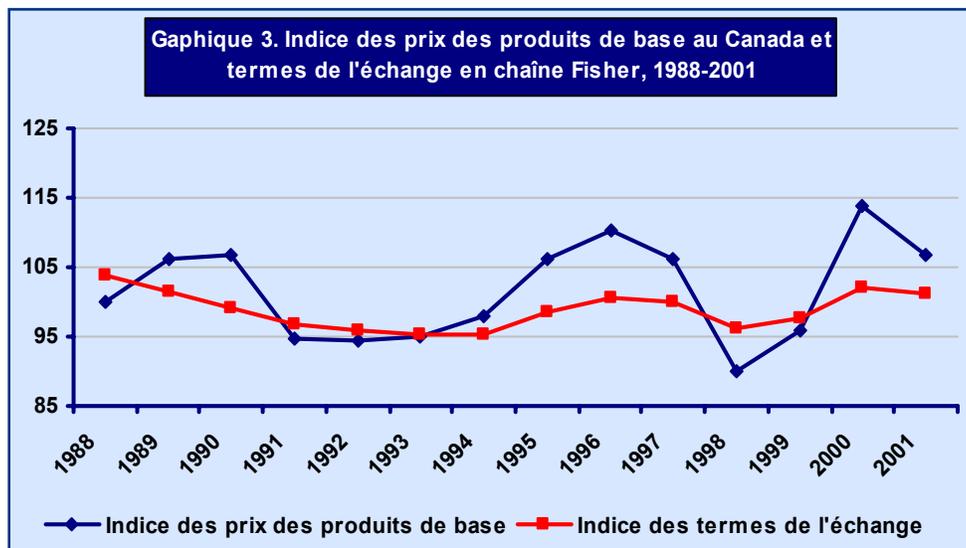
## Balance du commerce des marchandises

L'excédent commercial du Canada a atteint un niveau record de 61,5 milliards de dollars en 2001, comparativement à 59,3 milliards en 2000 (tableau 12). Les surplus observés pour les produits de l'agriculture et de la pêche et pour les produits énergétiques ont poursuivi leur progression rapide, tandis que les déficits enregistrés par les produits industriels et les machines et biens d'équipement se sont sensiblement rétrécis. L'excédent affiché par les produits de l'automobile et les produits forestiers a diminué en 2001; par contre, le déficit s'est élargi pour les biens de consommation.

En ce qui concerne les partenaires commerciaux, l'excédent commercial avec les États-Unis a atteint un niveau record de 95,4 milliards de dollars en 2001, une hausse par rapport à l'excédent de 91,9 milliards observé en 2000. Le déficit commercial avec le Japon s'est amoindri, passant de 1,4 à 1,3 milliard de dollars entre 2000 et 2001. Toutefois, le déficit avec l'Union européenne est passé de 11,3 à 13,3 milliards durant cette période. La balance commerciale avec les pays autres que les États-Unis, le Japon et les pays de l'UE s'est légèrement améliorée en 2001, le déficit étant passé de 19,9 à 19,3 milliards.

## Évolution des termes de l'échange<sup>10</sup>

Le Canada est un exportateur net de produits de base : en 2001, les exportations d'aliments, d'énergie, de produits forestiers et de matériaux industriels ont atteint 190,1 milliards de dollars, tandis que les importations se sont chiffrées à 109,4 milliards, d'où un excédent de 81,6 milliards. Les prix à l'exportation de toutes les marchandises ont augmenté de 1,6 % en 2001, cette hausse étant toutefois tempérée par la baisse des prix des produits de base. Pendant ce temps, les prix à l'importation des marchandises ont augmenté de 2,5 %, ce qui a entraîné une baisse de 0,9 % des termes de l'échange. Bien que le Canada dépende de moins en moins du commerce des produits de base, le prix de ce type de produits continue d'avoir une incidence sur ses termes de l'échange. L'évolution de ces derniers tend à suivre de près celle des prix des produits de base (graphique 3). En général, les variations des termes de l'échange sont moins importantes que celles des prix des produits de base, car les prix des autres produits qui jouent un rôle important dans les échanges commerciaux - produits de l'automobile, machines et biens d'équipement, biens de consommation, notamment - ne fluctuent pas beaucoup.



Source : Banque du Canada, *Statistiques bancaires et financières*.

<sup>10</sup> Les fluctuations des prix à l'exportation d'un pays par rapport aux prix à l'importation sont qualifiées de variations des « termes de l'échange ». Une amélioration des termes de l'échange (c'est-à-dire une hausse des prix à l'exportation par rapport aux prix à l'importation) signifie que le pouvoir d'achat du pays a augmenté. Autrement dit, les revenus tirés d'une quantité donnée d'exportations permettent d'acheter une plus grande quantité d'importations. Inversement, une baisse des termes de l'échange exige d'un pays qu'il exporte davantage pour payer une quantité donnée d'importations. Les termes de l'échange correspondent habituellement à l'indice des prix à l'exportation moyens, divisé par l'indice des prix à l'importation moyens. Les termes de l'échange sont influencés par de nombreux facteurs, dont les variations des prix des produits de base et des taux de change, l'évolution de l'offre et de la demande à l'échelle nationale et internationale, les variations de la composition des produits importés et exportés, ainsi que les coûts intérieurs et les tendances de la productivité. Il faut donc interpréter avec prudence les variations exprimées par cet indicateur. Dans la présente analyse, on a fait appel aux séries de volume en chaîne Fisher car elles expriment plus fidèlement que les autres indices les fluctuations pures des prix.

### II. COMMERCE DES SERVICES

En 2001, les exportations canadiennes de services se sont chiffrées à 55,1 milliards de dollars, ce qui correspond à 11,8 % des exportations totales de biens et services et représente une baisse de 0,4 % par rapport à l'année précédente. Les importations de services ont elles aussi subi une légère baisse de 0,1 %, pour s'établir à 61,9 milliards de dollars, ce qui représente 15 % des importations totales.

On distingue quatre catégories dans le commerce des services : services de voyage, services de transport, services aux entreprises (ou services commerciaux) - catégorie qui comprend la comptabilité, les services juridiques, l'assurance, l'architecture, le génie et les services de consultation en gestion - et services gouvernementaux.

Faits saillants - exportations de services en 2001:

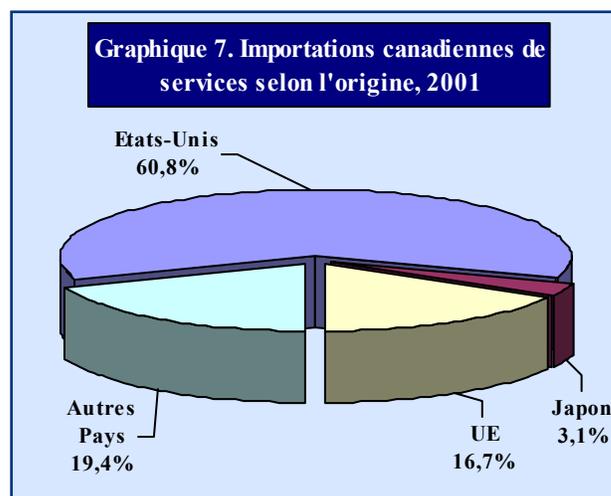
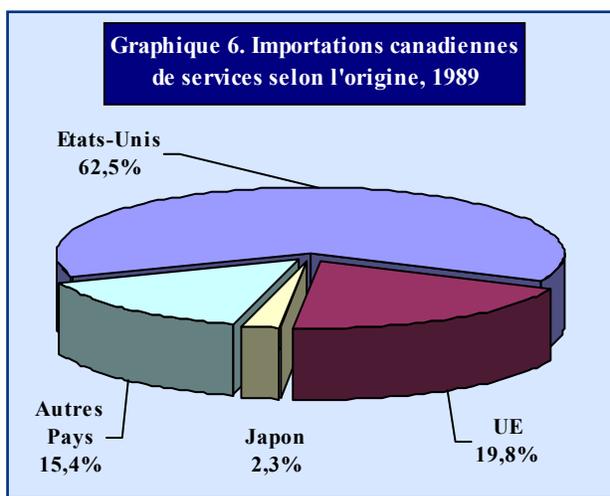
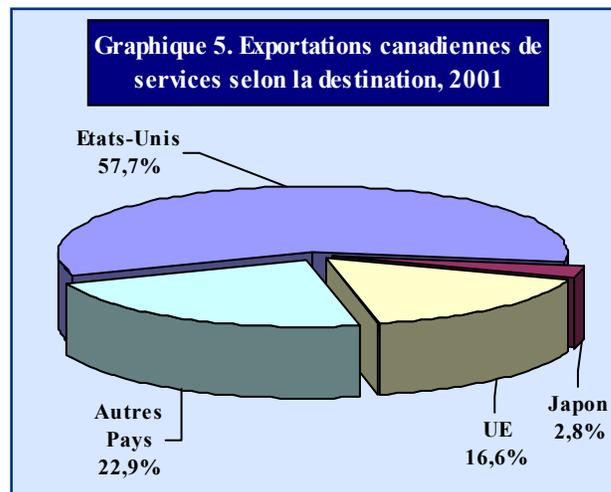
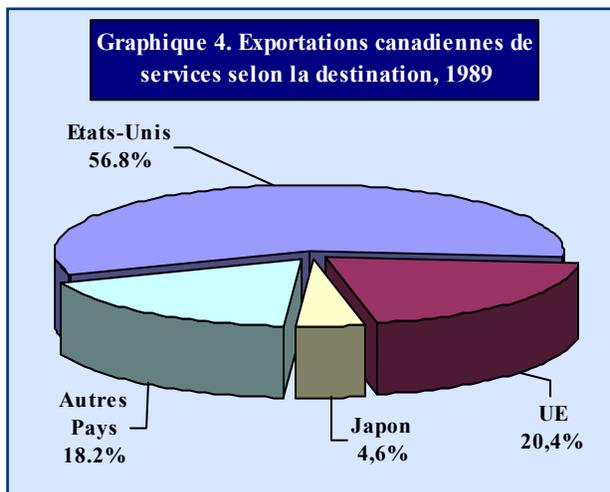
- ◆ Les exportations de services commerciaux ont progressé de 0,1 %, atteignant un niveau record de 27,2 milliards, soit 49,4 % du total des exportations de services.
- ◆ Les recettes touristiques se sont accrues de 2,8 % pour se chiffrer à 16,3 milliards, soit 29,7 % de l'ensemble.
- ◆ Les ventes de services de transport, ayant baissé de 6,6 %, se sont établies à 10,1 milliards, chiffre qui correspond à 18,4 % du montant total.
- ◆ La hausse des exportations de services gouvernementaux, de 2,9 %, a porté leur montant à 1,5 milliard de dollars, ce qui représente 2,7 % du total.

Faits saillants - importations de services en 2001:

- ◆ Les importations de services commerciaux ont augmenté de 1,4 %, de sorte qu'elles se sont chiffrées à 30 milliards de dollars - 48,5 % du total des importations de services.
- ◆ Les débours effectués au titre du tourisme à l'étranger ont diminué de 2,2 %, totalisant 17,6 milliards. Ce recul est attribuable à la baisse de 5,4 % des dépenses des Canadiens aux États-Unis. Par contre, l'appréciation du dollar canadien par rapport au yen semble avoir contribué à la popularité des voyages à destination du Japon. En 2001, les dépenses touristiques représentaient 28,5 % du montant total des importations de services.
- ◆ Les importations de services de transport, en baisse de 0,6 %, se sont chiffrées à 13,6 milliards de dollars, ce qui représente 22 % du total. Cette diminution reflète la baisse du commerce de marchandises.
- ◆ Les importations de services gouvernementaux ont connu une légère hausse de 0,1 % pour s'établir à 0,7 milliard de dollars, ce qui représente seulement 1,1 % du total des importations de services.

Le Canada a toujours été un importateur net de services, aussi bien sur l'ensemble des catégories que dans chacune d'elles, exception faite des services gouvernementaux qui, en 2001, représentaient 1,9 % de l'ensemble du commerce des services. Les déficits les plus importants se produisent habituellement dans les services commerciaux et les services de transport, suivis des services de voyage. En 2001, le déficit global du compte des services s'est élevé à 6,8 milliards de dollars (0,6 % du PIB), alors qu'il était de 13,6 milliards (1,9 % du PIB) en 1993; le chiffre de 2001 marque néanmoins une légère hausse par rapport à celui de 6,7 milliards (0,6 % du PIB) enregistré en 2000. La diminution observée au cours des années s'explique en bonne partie par l'amélioration de la balance commerciale pour les services aux entreprises et les services de voyage.

Les États-Unis restent le principal partenaire commercial du Canada dans le commerce des services (graphiques 4 à 7). La part qu'ils occupent au sein du commerce bilatéral du Canada (59,4 %) est toutefois moins élevée dans le cas des services que dans celui des marchandises (79,4 %). Leur importance s'accroît néanmoins à cet égard; en 2001, en effet, 57,7 % des exportations canadiennes de services étaient destinées au marché américain, comparativement à 56,8 % en 1989. Du côté des importations, les États-Unis ont vu leur part du marché canadien des services diminuer de 62,5 à 60,8 % de 1989 à 2001.



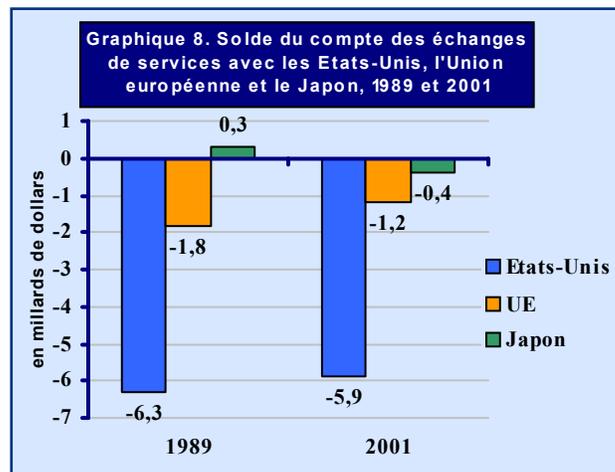
Source: Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB, 4<sup>e</sup> trimestre de 2001.

La part de l'UE a diminué à la fois comme source et comme destination des services achetés ou vendus par le Canada. La part des exportations canadiennes de services au Japon a subi une baisse rapide de 1989 à 2001, mais la part du Japon dans les importations de services a été de 3,1 % en 2001, ce qui représente une légère hausse par rapport à 1989, alors qu'elle était de 2,3 %. Les parts relatives des autres pays ont augmenté de 1989 à 2001, aussi bien au chapitre des exportations que des importations.

Le déficit du commerce des services du Canada avec les États-Unis et l'UE s'est rétréci de 1989 à 2001, tandis que le léger excédent avec le Japon dont bénéficiait le Canada en 1989 s'est transformé en un léger déficit en 2001 (graphique 8).

### Évolution du commerce canadien des services

Les exportations et importations canadiennes de services s'accroissent à un rythme régulier depuis une vingtaine d'années. Les ventes se sont élevées à 5,1 % du PIB en 2001, contre 3,4 % en 1989-1992 et 4,4 % en 1993-1996. Les importations ont elles aussi progressé plus rapidement que le PIB, sans toutefois dépasser les exportations : leur part du PIB est passée de 4,9 % en 1989-1992 à 5,8 % en 1993-1996, avant de connaître un léger recul en 2001 pour s'établir à 5,7 %.



Source: Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada* 67-001-XPB, 4<sup>th</sup> Quarter 2001.

Au cours de la dernière décennie, la croissance des échanges de services a été moins rapide que celle du commerce de marchandises, malgré l'importance croissante des services aux entreprises parmi les exportations. En 1991, les services représentaient en effet 13,6 % de l'ensemble des exportations et 19,8 % du chiffre total des importations, mais ces proportions n'étaient plus que de 11,8 et 15,0 % en 2001. Le commerce des services ayant connu une baisse moins importante que celui des marchandises en 2001, on constate une légère hausse de la part des services dans l'ensemble des échanges de biens et services entre 2000 et 2001 (tableau 13).

**Tableau 13. Moyennes annuelles du commerce des services, 1960-2001**

	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-2001	1999	2000	2001
<b>En millions de dollars</b>							
Exportations totales	1 543	4 381	13 867	38 559	51 723	55 291	55 095
Importations totales	1 984	6 588	19 284	48 070	58 176	62 005	61 926
<b>Pourcentage</b>							
Part des services au sein des exportations	14,0	11,2	10,8	12,4	12,4	11,6	11,8
Part des services au sein des importations	18,3	16,9	16,1	16,5	15,1	14,6	15,0

Source : Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB, 4<sup>e</sup> trimestre de 2001.

### Les secteurs technologiques donnent L'impulsion au commerce des services aux entreprises

Parmi les services exportés et importés, le secteur des services aux entreprises est de loin le plus important et celui qui croît le plus rapidement. En 2001, il représentait 49,4 % des exportations de services et 48,5 % des importations, contre respectivement 40,8 et 41,5 % en 1989.

Les services aux entreprises recouvrent un grand nombre d'activités où domine l'infotechnologie. C'est pourquoi il importe que le Canada réussisse dans ce secteur s'il veut continuer de progresser en tant qu'économie du savoir. Comme le révèle le tableau 14, la croissance la plus rapide dans ce secteur a été enregistrée par les sous-secteurs axés sur le savoir, particulièrement les redevances et droits de licence, la recherche et le développement ainsi que les services audiovisuels.

**Tableau 14. Composition des exportations de services aux entreprises, 1993-2001**

Services aux entreprises	Valeur (en millions de dollars)		Taux de croissance annuelle, 1994-2001
	1993	2001	
Services de communication	1 417	1 751	2,7
Services de construction	88	286	15,9
Services d'assurance	2 810	3 498	2,9
Autres services financiers	850	2 281	13,1
Services d'informatique et d'information	1 043	1 976	8,3
Redevances et droits de licence	308	2 039	26,6
Commissions non financières	383	682	7,5
Location d'équipement	204	323	5,9
Services de gestion	1 120	2 904	12,7
Publicité et services connexes	160	306	8,4
Recherche et développement	997	3 171	15,6
Architecture, génie et autres services techniques	1 398	2 467	7,4
Services divers	1 603	3 813	11,4
Services audiovisuels	599	1 678	13,7
<b>Total</b>	<b>13 113</b>	<b>27 174</b>	<b>9,5</b>

Source : Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB, 4<sup>e</sup> trimestre de 2001.

**Encadré D. Exportations canadiennes de services : quelles sont les perspectives de croissance?**

La production du secteur canadien des services est presque le double de celle du secteur des marchandises. La valeur des exportations de services est pourtant très inférieure à celle des exportations de marchandises. La présente section relève un certain nombre de facteurs qui expliquent en partie pourquoi les services sont moins axés sur l'exportation. Elle montre également qu'il existe d'excellentes possibilités d'accroître rapidement les ventes de services à l'étranger, surtout dans l'éventualité d'une libéralisation marquée des échanges commerciaux dans ce domaine<sup>11</sup>.

Le tableau D.1 montre, à partir des données entrées-sorties pour 1997, le poids des exportations des différents secteurs d'activité de l'économie canadienne par rapport au PIB de chacun d'eux. Ces indicateurs « fictifs » de la propension à

**Tableau D.1. Production et rapport exportations/PIB, par secteur d'activité, 1997**

	PIB (en millions de dollars)	Part du PIB national (%)	Exportations d'origine canadienne (en millions de dollars)	Rapport exportations/ PIB (%)
<b>Agriculture</b>	11 676	1,5	9 730	83,3
<b>Pêche et exploitation forestière</b>	7 311	1,0	782	10,7
<b>Exploitation minière</b>	34 179	4,5	26 394	77,2
<b>Fabrication</b>	144 293	18,9	223 773	155,1
<b>Construction</b>	40 785	5,4	61	0,1
<b>Services d'utilité publique</b>	26 025	3,4	1 537	5,9
<b>Transport et entreposage</b>	34 661	4,6	20 368	58,8
<b>Communications</b>	22 755	3,0	2 169	9,5
<b>Commerce de gros</b>	43 150	5,7	10 560	24,5
<b>Commerce de détail</b>	41 781	5,5	680	1,6
<b>Finance, assurance et immobilier</b>	124 051	16,3	6 710	5,4
<b>Services financiers et immobiliers</b>	58 590	7,7	3 653	6,2
<b>Logements occupés par leur propriétaire</b>	54 138	7,1	0	0,0
<b>Assurance</b>	11 323	1,5	3 057	27,0
<b>Services commerciaux</b>	41 576	5,5	9 737	23,4
<b>Services professionnels</b>	18 565	2,4	7 123	38,4
<b>Publicité</b>	2 078	0,3	252	12,1
<b>Autres services commerciaux</b>	20 932	2,8	2 362	11,3
<b>Éducation</b>	41 798	5,5	592	1,4
<b>Santé et services sociaux</b>	51 187	6,7	188	0,4
<b>Hébergement et restauration</b>	19 494	2,6	5 536	28,4
<b>Autres services</b>	31 333	4,1	4 467	14,3
<b>Divertissements et loisirs</b>	8 286	1,1	2 918	35,2
<b>Services personnels et ménagers</b>	6 105	0,8	344	5,6
<b>Associations mutuelles</b>	14 509	1,9	74	0,5
<b>Autres services</b>	16 942	2,2	1 131	6,7
<b>Services gouvernementaux</b>	45 798	6,0	905	2,0
<b>Total - Services</b>	497 584	65,3	61 912	12,4
<b>Services non exportables</b>	192 921	25,3	1 876	1,0
<b>Services exportables</b>	304 663	40,0	60 036	19,7
<b>Total - Marchandises</b>	264 269	34,7	262 277	99,2
<b>Ensemble des secteurs d'activité</b>	761 853	100,0	324 189	42,6

Sources : Base de données CANSIM de Statistique Canada et données entrées-sorties pour 1997.

<sup>11</sup> Pour plus de détails, voir *Les recherches en politique commerciale 2001*, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 2002.

exporter montrent que la fabrication, l'agriculture et les mines sont parmi les secteurs qui dépendent le plus du commerce extérieur<sup>12</sup>. L'indice est particulièrement élevé dans le cas de la fabrication, où la teneur des exportations en contenu importé est particulièrement significative.

Les services, par contre, semblent dépendre beaucoup moins du commerce extérieur. En 1997, les exportations de services ne représentaient que 12,4 % de la production de l'ensemble du secteur, comparativement à 99,2 % dans le cas des exportations de marchandises (voir le tableau D.1). Dans chacun des sous-secteurs de services, le rapport exportations/PIB était nettement inférieur à celui qu'on trouvait dans les secteurs de marchandises. Si l'indice de la propension à exporter est faible dans les services, c'est qu'un grand nombre des services commerciaux privés restent plus ou moins absents du système mondial des échanges. Par exemple, les exportations de services de la construction, du commerce de détail et de l'immobilier, ainsi que des services personnels et ménagers, représentent une part infime des PIB sectoriels respectifs. À quoi attribuer cette propension à exporter moindre des industries de services? On trouvera ci-après une analyse de certains obstacles qui empêchent les services d'exploiter davantage leur potentiel d'exportation et un examen des possibilités d'accroître leurs ventes à l'étranger. Tout d'abord, le secteur des services dépend moins du commerce extérieur que celui des marchandises parce qu'il comprend un certain nombre d'activités qui, de par leur nature, ne sont pas commerciales. Il s'agit de services qu'en règle générale, on ne peut exporter d'un pays à l'autre et qu'on ne peut vendre à l'étranger par l'entremise de filiales. La plupart des activités liées aux logements occupés par leur propriétaire et aux services gouvernementaux, éducatifs, de santé et sociaux font partie de cette catégorie car elles se déroulent essentiellement au sein du territoire national. En 1997, la production totale des services non exportables représentait 25,3 % du PIB national. C'est donc dire qu'alors que la production de services équivalait à 65,3 % du PIB cette année-là, seulement 40 % de cette

**Tableau D.2. Ventes de services aux résidents des États-Unis par des filiales américaines non bancaires contrôlées par des entreprises canadiennes, 1989-1998 (en millions de dollars)**

	1989	1998	Croissance annuelle moyenne (%)
<b>Ensemble des secteurs d'activité</b>	22 351	64 318	12,5
<b>Commerce de gros</b>	199	n.d.	n.d.
<b>dont : véhicules automobiles</b>	n.d.	242	n.d.
<b>Commerce de détail</b>	292	24	-24,4
<b>Finance, sauf institutions de dépôt</b>	230	4 488	39,1
<b>Assurance</b>	10 479	15 196	4,2
<b>Immobilier</b>	4 930	3 533	-3,6
<b>Hôtels et autres établissements d'hébergement</b>	123	258	8,6
<b>Publicité</b>	7	99	34,1
<b>Location et crédit-bail d'équipement</b>	n.d.	222	n.d.
<b>Services informatiques et connexes</b>	173	1,065*	22,4*
<b>Film et vidéo, y compris pour la télévision</b>	552	5,632	29,4
<b>Ingénierie et architecture</b>	197	310	5,2
<b>Comptabilité, gestion, R-D</b>	18	191	30,2
<b>Transport</b>	n.d.	5,862	n.d.
<b>Agriculture, foresterie et pêche</b>	6	34	21,5
<b>Exploitation minière</b>	24	96	16,9
<b>Fabrication</b>	n.d.	630	n.d.
<b>Services d'utilité publique</b>	n.d.	3,233	n.d.
<b>Construction</b>	n.d.	49	n.d.

\* Chiffre tiré des données disponibles pour 1996.

n.d.: données non disponibles.

Source: U.S. Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis

<sup>12</sup> On notera que si la valeur des exportations, qui tient compte de la valeur ajoutée au Canada, peut parfois dépasser celle du PIB du secteur d'activité concerné, c'est qu'une part importante des exportations de marchandises est constituée de biens importés. Aussi cet indicateur a-t-il tendance à surestimer la propension à exporter des industries dont les exportations ont une teneur en importations élevée. Or, la teneur en contenu importé des exportations de marchandises est sensiblement plus élevée que ce n'est le cas pour les exportations de services. Voir G. Cameron, et P. Cross, « The Importance of Exports to GDP and Jobs », Canadian Economic Observer, novembre 1999, page 3.3, figure 3.

production était exportable. Deuxièmement, il existe des services dont la prestation exige que les fournisseurs soient physiquement proches des consommateurs. Dans ces secteurs d'activité, l'entreprise doit avoir une présence sur le marché pour fournir le service là où il sera utilisé. Par exemple, une entreprise canadienne doit, pour exporter ce genre de services, envoyer des fournisseurs à l'étranger là où la production des services est requise. Ce processus exige que des personnes physiques traversent les frontières ou qu'une filière soit établie à l'étranger. Comme la présence commerciale oblige le fournisseur à établir une présence dans le territoire économique où le service est requis, la prestation de services à l'intérieur d'un pays donné est considérée comme une transaction entre ses résidents. Par convention, la prestation de tels services par les Canadiens à l'étranger n'est pas prise en considération dans les données sur les échanges commerciaux du Canada, même lorsque les fournisseurs sont des filiales d'entreprises canadiennes. Or, les entreprises canadiennes fournissent un volume important de services à l'étranger par l'entremise de leurs filiales sur place, et ce, non seulement parce qu'elles doivent y assurer une présence commerciale, mais aussi pour des raisons telles que la présence d'entraves au commerce. Aux États-Unis, comme le montre le tableau D.2, le Département du Commerce inclut ces ventes dans ses statistiques sur les opérations commerciales des filiales d'entreprises étrangères. On peut recourir à ces renseignements pour compléter les données tirées de la comptabilité de la balance des paiements du Canada pour avoir une vue plus fidèle des exportations canadiennes de services.

**Tableau D.3. Indice de restriction du commerce relatif aux fournisseurs étrangers de divers services, 21 pays**

	Comptabilité	Architecture	Services bancaires	Distribution	Ingénierie	Services juridiques	Services maritimes	Télécommunications
<b>Argentine</b>	0,29	0,16	0,07	0,09	0,15	s/o	0,33	0,29
<b>Australie</b>	0,41	0,15	0,12	0,10	0,08	0,42	0,42	0,04
<b>Brésil</b>	0,39	0,16	0,51	0,23	0,23	s/o	0,52	0,31
<b>Canada</b>	0,42	0,33	0,07	0,19	0,16	0,52	0,32	0,44
<b>Chili</b>	0,35	0,14	0,40	0,13	0,24	s/o	0,50	0,09
<b>France</b>	0,31	0,14	0,07	0,33	0,03	0,58	0,33	0,21
<b>Allemagne</b>	0,39	0,15	0,07	0,24	0,28	0,49	0,39	0,05
<b>Hong Kong</b>	0,32	0,22	0,09	0,05	0,13	0,27	0,40	0,21
<b>Inde</b>	0,44	0,08	0,60	0,32	0,10	0,40	0,61	0,69
<b>Indonésie</b>	0,56	0,30	0,55	0,32	0,24	0,57	0,56	0,67
<b>Italie</b>	0,43	0,30	0,07	0,29	0,17	0,54	0,38	0,14
<b>Japon</b>	0,43	0,19	0,19	0,25	0,18	0,52	0,41	0,04
<b>Corée du Sud</b>	0,48	0,19	0,43	0,33	0,12	0,44	0,58	0,68
<b>Malaisie</b>	0,51	0,33	0,65	0,40	0,26	0,54	0,52	0,58
<b>Mexique</b>	0,36	0,31	0,17	0,11	0,33	0,49	0,48	0,53
<b>Philippines</b>	0,63	0,33	0,53	0,37	0,15	0,54	0,64	0,45
<b>Singapour</b>	0,41	0,08	0,37	0,07	0,11	0,42	0,21	0,44
<b>Afrique du Sud</b>	0,44	0,11	0,19	0,07	0,10	s/o	s/o	0,59
<b>Thaïlande</b>	0,49	0,12	0,39	0,39	0,11	0,44	0,60	0,79
<b>Royaume-Uni</b>	0,19	0,07	0,07	0,19	0,07	0,31	0,24	0,00
<b>États-Unis</b>	0,33	0,23	0,06	0,16	0,19	0,48	0,60	0,03

Source : Base de données relatives à l'indice de restriction au commerce, Australian Production Commission, <<http://www.pc.gov.au/research/memoranda/servicesrestriction/index.html>>

Note : La valeur de l'indice varie de 0 à 1. Plus elle est élevée, plus fortes sont les restrictions imposées aux fournisseurs étrangers.

Troisièmement, diverses barrières et entraves limitent les échanges commerciaux de services. Même dans les pays industrialisés qui ont des régimes relativement libéraux en matière de commerce international de marchandises, les obstacles au commerce des services et au mouvement des personnes peuvent avoir un effet singulièrement restrictif<sup>13</sup>. Le tableau D.3 présente, pour différents sous-secteurs de services, l'indice de restriction au commerce international calculé pour divers pays. Cet indice quantifie la nature et la portée des restrictions réglementaires imposées par les gouvernements pour empêcher les fournisseurs étrangers de services d'entrer dans le pays hôte afin d'y vendre leurs services<sup>14</sup>. Enfin, les barrières culturelles - par exemple, celles qui touchent à la langue, à la culture ou au système juridique - compliquent les choses dans le commerce international, mais elles semblent plus problématiques pour les fournisseurs de services que pour les vendeurs de marchandises. Un ingénieur aura de grandes difficultés à vendre ses talents à un client étranger dont il ne connaît pas la langue. De même, un fournisseur de services hésitera sans doute avant d'établir une présence permanente dans un pays dont la langue, la culture et le système juridique sont complètement différents de ceux de son propre pays.

L'analyse qui précède permet de constater que les activités de nombreux sous-secteurs de services ne s'exercent encore qu'à l'intérieur des pays où ces services sont produits, et ce, malgré le fait que les échanges transfrontaliers de services aient connu une expansion considérable depuis une dizaine d'années. Les perspectives de croissance des exportations de services n'en sont pas moins excellentes, dans la mesure où l'on voudra tout au moins abaisser les barrières réglementaires et commerciales. Une étude récente indique qu'une baisse de 33 % des obstacles au commerce international des services contribuerait à un accroissement de la valeur des exportations mondiales de services égal à 118,6 milliards de dollars US. Pour les États-Unis et le Canada, elle se chiffrerait à 35,5 et 6,6 milliards, respectivement<sup>15</sup>. À court terme, l'augmentation susciterait une hausse des exportations canadiennes de services de quelque 20 %.

---

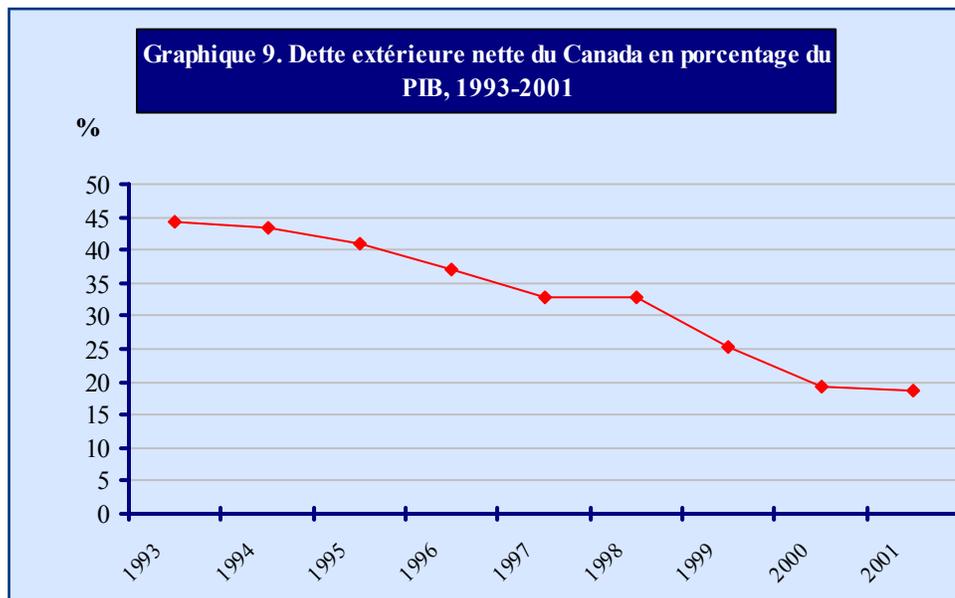
<sup>13</sup> J. McCallum, « National borders matter: Canada-U.S. regional trade patterns », *American Economic Review* 85, juin 1996, pages 615-623; J. Helliwell, *How Much Do National Borders Matter?*, Washington, Brookings Institution, 1998.

<sup>14</sup> Pour chaque sous-secteur de services, l'Australian Productivity Commission a établi un indice de restriction au commerce international en fonction de la réglementation qu'impose le gouvernement concerné dans le sous-secteur en question. Les restrictions à l'entrée sur le marché comprennent souvent l'obligation pour les nouvelles entreprises d'obtenir un permis d'exploitation, ainsi que des limites à l'investissement direct dans des entreprises existantes et au mouvement permanent des personnes. Des scores sont attribués à chaque restriction en fonction de son degré de rigueur. La valeur de chaque catégorie de restriction est ensuite pondérée suivant ce qu'on estime devoir être son coût économique relatif pour les fournisseurs de services étrangers. La valeur attribuée est généralement déterminée de manière à ce que l'indice global de restriction puisse se situer entre 0 et 1. Plus la restriction est rigoureuse, plus la valeur de l'indice est élevée.

<sup>15</sup> Brown, Deardorff et Stern, « CGE modeling and analysis of multilateral and regional negotiating options », Discussion Paper no. 468, University of Michigan, 2001.

### III. REVENUS D'INVESTISSEMENT

Le Canada affiche habituellement un déficit au titre de son compte de revenus d'investissement nets, car les revenus des non-résidents sur leurs investissements canadiens dépassent largement les revenus que les Canadiens tirent de leurs investissements à l'étranger. L'écart s'explique par le fait que le Canada a presque toujours été un importateur net de capitaux du fait qu'il offre de nombreuses possibilités d'investissement. Ainsi, la valeur des éléments de passif du Canada envers l'étranger (sur lesquels les étrangers touchent des revenus d'investissement), qui se chiffrait à 1 107,9 milliards de dollars à la fin de 2001, était sensiblement plus élevée que la valeur des éléments d'actif du Canada à l'étranger (sur lesquels les Canadiens touchent des revenus de placements), qui était de 904,5 milliards de dollars. Le Canada possédait donc un bilan net d'investissement international de 203,4 milliards, soit 18,8 % du PIB, le niveau le plus faible depuis le milieu des années 40. Ce pourcentage connaît une baisse régulière depuis quelques années (graphique 9).



Source : Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, n° 13-001-PPB, 4<sup>e</sup> trimestre de 2001; *Bilan des investissements internationaux du Canada*, n° 67-202-XIB, 2001.

#### En 2001 :

- ◆ Les revenus que les résidents Canadiens ont tiré de leurs investissements à l'étranger se sont chiffrés à 37,4 milliards de dollars. De ce montant, 48,6 % provenaient d'investissements directs, 20,2 % de placements de portefeuille et 31,2 % d'autres placements (prêts, dépôts, réserves et autres actifs).
- ◆ Les revenus des résidents étrangers sur leurs investissements au Canada se sont établis à 64,9 milliards. Ce montant se répartissait de la façon suivante : investissements étrangers directs (environ 36,7 %), valeurs de portefeuille (44,5 %) et investissements d'autres types (18,8 %).
- ◆ Le Canada affichait ainsi un déficit de 27,4 milliards au titre des revenus d'investissement, en hausse de 0,3 milliard par rapport à l'année précédente. Une proportion d'environ 78 % de ce déficit était attribuable au déficit sur les revenus de placements en portefeuille.
- ◆ Le déficit sur les revenus d'investissement était équivalent à 44,6 % de l'excédent du Canada au compte des marchandises, qui était de 61,5 milliards.

## IV. COMPTE COURANT

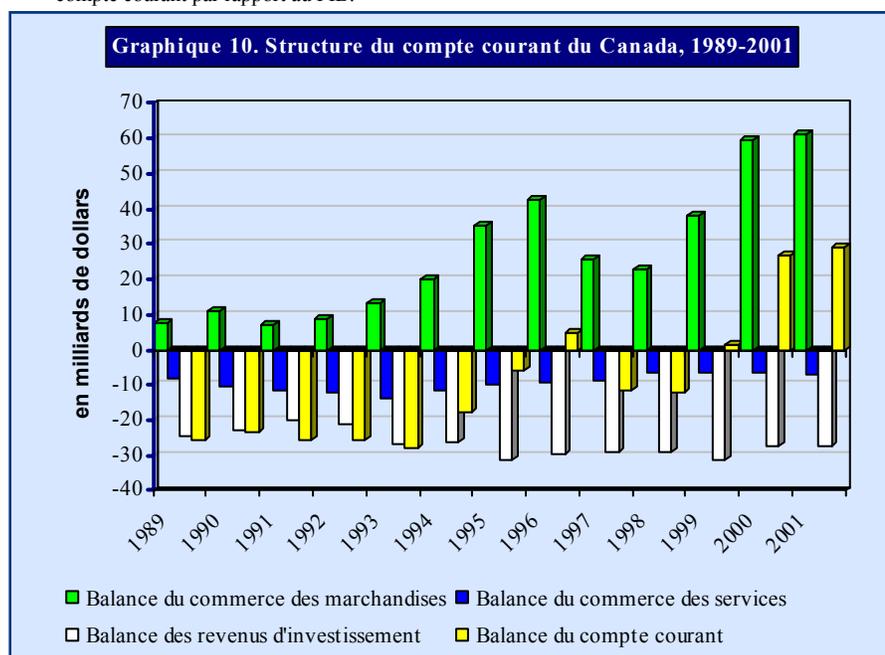
Depuis le début des années 70, le Canada a affiché de façon presque continue un déficit du compte courant, qui a coïncidé avec l'apparition d'un déficit structurel des finances publiques<sup>16</sup>. Parallèlement, la part de l'épargne privée au sein du PIB a diminué constamment, passant de 23,4 % durant la première moitié des années 80 à 16,8 % en 1998. C'est pourquoi, au cours des trois dernières décennies, le Canada a souvent dû faire des emprunts nets à l'étranger pour financer l'investissement intérieur. Durant les années 90, il a pu comprimer considérablement le déficit des finances publiques (plus rapidement que tous les autres pays du G-7) et depuis 1997, les excédents ont remplacé les déficits. L'amélioration de la situation budgétaire entraîne une diminution des frais de service de la dette et a contribué favorablement à la balance du compte courant ces dernières années.

Tableau 15. Épargne et investissement intérieurs en pourcentage du PIB, 1981-2001

	Privé		Public		Balance du compte courant
	Épargne	Investissement	Excédent de l'épargne sur l'investissement	Excédent budgétaire (+) Déficit budgétaire (-)	
1981-1985	23,4	17,9	5,5	-5,1	-1,2
1986-1990	21,0	19,2	1,8	-4,0	-3,3
1991-1995	19,8	15,6	4,2	-6,7	-2,8
1996	19,1	15,7	3,4	-2,5	0,5
1997	17,4	18,4	-1,0	0,1	-1,3
1998	16,8	18,3	-1,5	0,4	-1,3
1999	17,3	18,0	-0,7	1,5	0,2
2000	18,0	18,1	-0,1	3,6	2,5
2001	17,5	16,8	0,6	2,8	2,7

Source : Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, n° 13-001-PPB, 4<sup>e</sup> trimestre de 2001.

Note : En raison de la divergence statistique qui existe dans les comptes nationaux, la somme des parts de l'excédent de l'épargne privée sur l'investissement et de l'excédent ou du déficit budgétaire par rapport au PIB ne correspond pas nécessairement au pourcentage du déficit du compte courant par rapport au PIB.



En 2001, le compte courant affichait un excédent de 29,1 milliards, soit 2,7 % du PIB (tableau 15 et graphique 10). Cette amélioration du compte courant est largement attribuable à la hausse de l'excédent de la balance des marchandises avec les États-Unis, qui a atteint un sommet de 95,4 milliards.

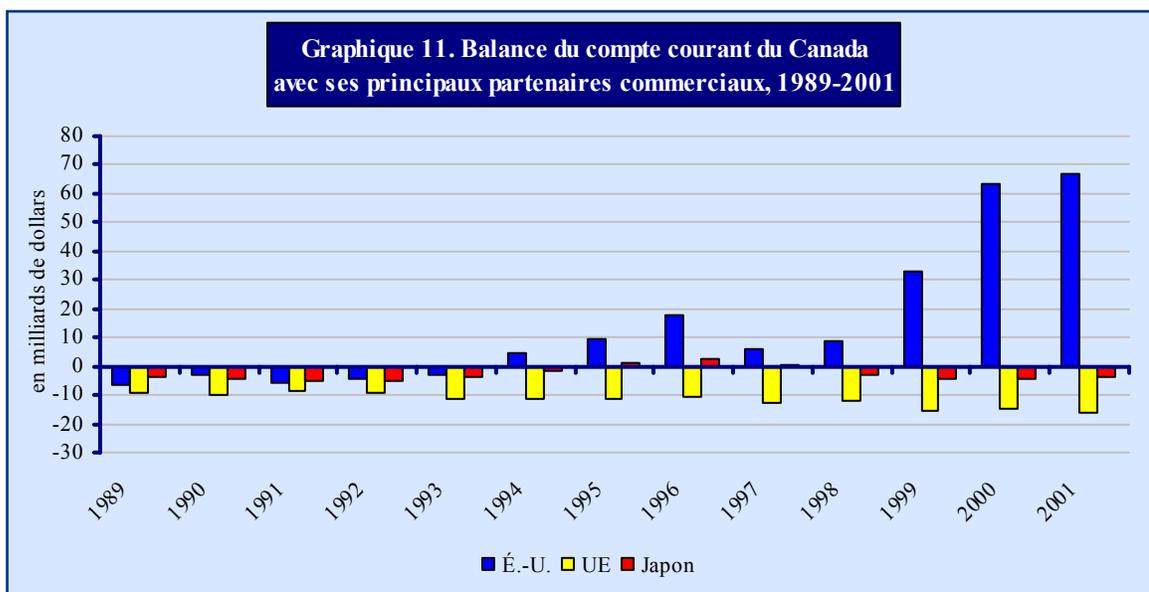
De 1994 à 2001, l'excédent croissant du compte courant du Canada avec les États-Unis a été en partie compensé par une augmentation du déficit avec l'Union européenne. La balance avec le Japon a été plutôt minime, avec des variations cycliques (graphique 11). L'excédent du compte courant avec les États Unis a atteint un niveau sans précédent en 2001, soit 66,8 milliards de dollars. Le déficit du compte courant avec l'Union européenne s'est quant à lui

Source : Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB, 4<sup>e</sup> trimestre de 2001.

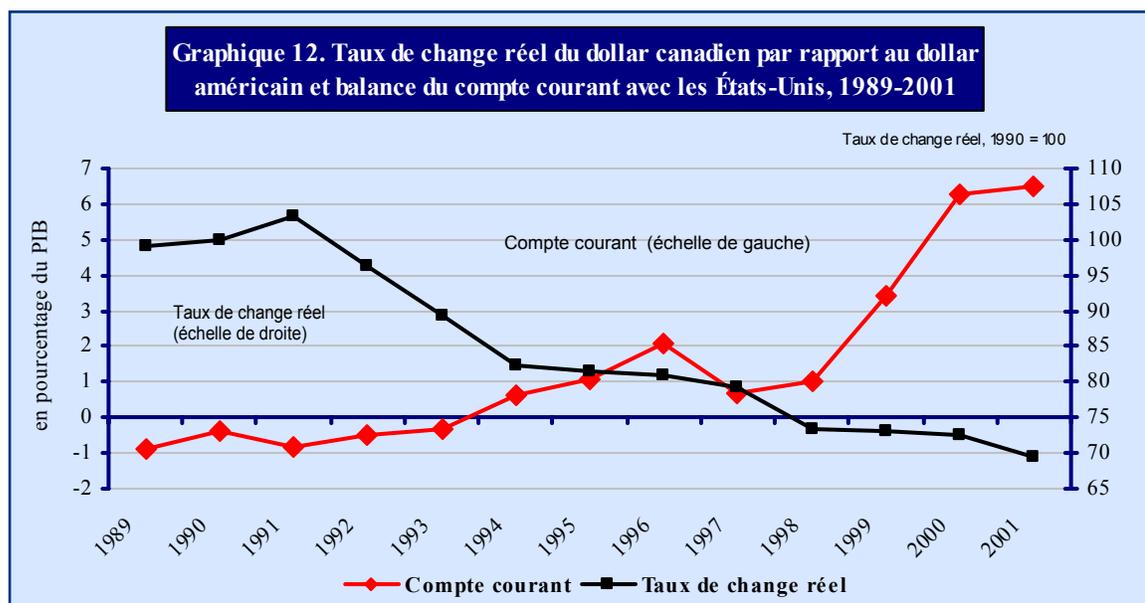
<sup>16</sup> La balance du compte courant est la somme des balances commerciales (marchandises et services), des revenus d'investissement et des transferts. Un excédent du compte courant indique qu'un pays a gagné (ou obtenu par des transferts) plus d'argent à l'étranger qu'il n'en a versé et qu'il est donc un épargnant net sur le plan international. Cet excédent, qui se traduit par un déficit du compte de capital et du compte financier, exige une sortie nette de capitaux. En principe, le cumul dans le compte courant correspond au bilan de l'investissement international net. Inversement, un déficit du compte courant signifie qu'un pays est un emprunteur net au plan international (ce qui se traduit par un apport net de capitaux et donc un excédent du compte de capital et du compte financier). Du point de vue comptable, un déficit du compte courant reflète une insuffisance de l'épargne intérieure par rapport à l'investissement intérieur.

alourdi, passant de 14,9 milliards en 2000 à 16,1 milliards en 2001. En ce qui concerne le Japon, le Canada a connu une brève période d'excédents du compte courant entre 1995 et 1997, mais ils se sont transformés en un déficit de 3,2 milliards en 1998; le déficit a augmenté en 1999 pour atteindre 4,2 milliards et puis a diminué par la suite, passant à 4,1 milliards en 2000 et à 4,0 milliards en 2001. Le déficit du compte courant avec les pays autres que les États-Unis, l'Union européenne et le Japon a augmenté légèrement en 2001, passant de 17,5 milliards en 2000 à 17,6 milliards l'an dernier.

Comme le montre le graphique 12, l'amélioration de la balance bilatérale du Canada avec les États-Unis, excédentaire plutôt que déficitaire depuis 1994, est notamment liée à la dépréciation du dollar canadien en termes réels pendant cette période;<sup>17</sup> d'autres facteurs, y compris le taux de croissance économique plus rapide aux États-Unis, l'Accord de libre-échange et l'ALENA, ont également exercé une influence importante.



Source : Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB, 4<sup>e</sup> trimestre 2001.



Source : Statistique Canada, *Balance des paiements du Canada*, n° 67-001-XPB, 4<sup>e</sup> trimestre de 2001; Banque du Canada, Statistiques bancaires et financières.

<sup>17</sup> Dans le graphique 12, le taux de change réel du dollar canadien vis-à-vis le dollar américain correspond au prix des biens canadiens (en dollars américains) exprimé en prix de biens américains (ce que signifie le terme « réel »). Le calcul est le suivant : la valeur du dollar canadien exprimée en dollars américains est multipliée par l'indice canadien des prix à la consommation et divisée par l'indice américain des prix à la consommation. Les résultats de ce calcul (base 100 en 1990) montrent qu'en 2001 le prix réel d'un ensemble de biens canadiens par rapport au même ensemble de biens américains ne représentait plus que 70 % de ce qu'il était en 1990.

## V. COMPTE DE CAPITAL ET COMPTE FINANCIER

Le compte de capital et le compte financier comprennent les transactions sur les actifs et le passif financiers. Le compte de capital comprend les transferts de capitaux - les actifs des immigrants et émigrants et les héritages, par exemple -, ainsi que la caisse de pension de retraite du gouvernement fédéral. Le compte financier couvre les entrées et les sorties d'investissements directs, de placements en portefeuille et d'autres investissements<sup>18</sup>.

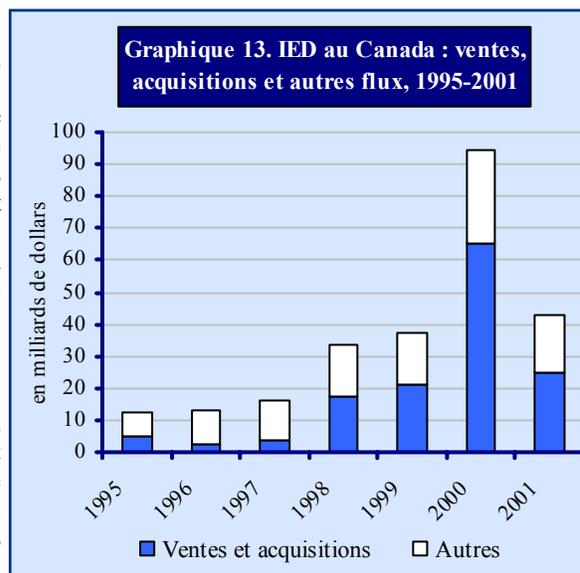
### Investissement direct

L'investissement étranger direct (IED) au Canada a diminué de façon marquée en 2001, ce qui coïncidait avec une baisse de 40 % des entrées d'IED à travers le monde, la première depuis 1991 et la plus importante baisse d'une année sur l'autre qui se soit produite depuis une trentaine d'années. Cette régression était liée à l'effondrement de la valeur des fusions et acquisitions internationales, en partie en raison de la baisse substantielle du prix d'acquisition de nombreuses entreprises par rapport aux niveaux « surévalués » observés en 2000, en particulier dans le secteur technologique. (Des événements comme les attentats du 11 septembre et l'incapacité de l'Argentine d'honorer ses engagements un peu plus tard dans l'année ont eu une incidence marginale sur les flux d'IED à travers le monde en 2001.) Les entrées d'IED au Canada se sont situées à un niveau historiquement élevé de 42,8 milliards de dollars en 2001, bien qu'elles aient diminué d'environ 55 % par rapport à l'an 2000, alors qu'elles avaient crû de plus de 150 % pour atteindre un sommet de 94,1 milliards. Ce fléchissement de l'IED en 2001 s'est produit au moment où les entrées provenant de l'Union européenne ont chuté brutalement, passant de 72,1 milliards en 2000 à 0,13 milliard en 2001, à la suite de l'acquisition de Seagram Co. par Vivendi SA de France et de Newbridge Networks Corp par Alcatel SA de France en 2000. En revanche, l'IED provenant des États-Unis a grimpé pour atteindre un niveau record de 40,0 milliards en 2001, par rapport à 17,3 milliards en 2000, en raison de prises de contrôle de plusieurs entreprises canadiennes dans le secteur de l'énergie.

Les investissements directs du Canada à l'étranger (IDCE) sont demeurés à un niveau élevé - 57,3 milliards de dollars -, malgré une baisse de 12,5 % qui s'est concentrée sur les marchés des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon : l'IDCE vers les États-Unis a en effet diminué, passant de 40,5 milliards en 2000 à 38,9 milliards en 2001, soit 67,9 % des sorties totales, et les sorties vers l'Union européenne ont également baissé, passant de 9,7 milliards en 2000 à 4,9 milliards en 2001. Cette évolution de l'IDCE s'explique par l'acquisition d'entreprises étrangères aux États-Unis et en Europe, surtout dans le domaine des finances et des assurances et dans des secteurs traditionnels comme celui de l'énergie et de la métallurgie.

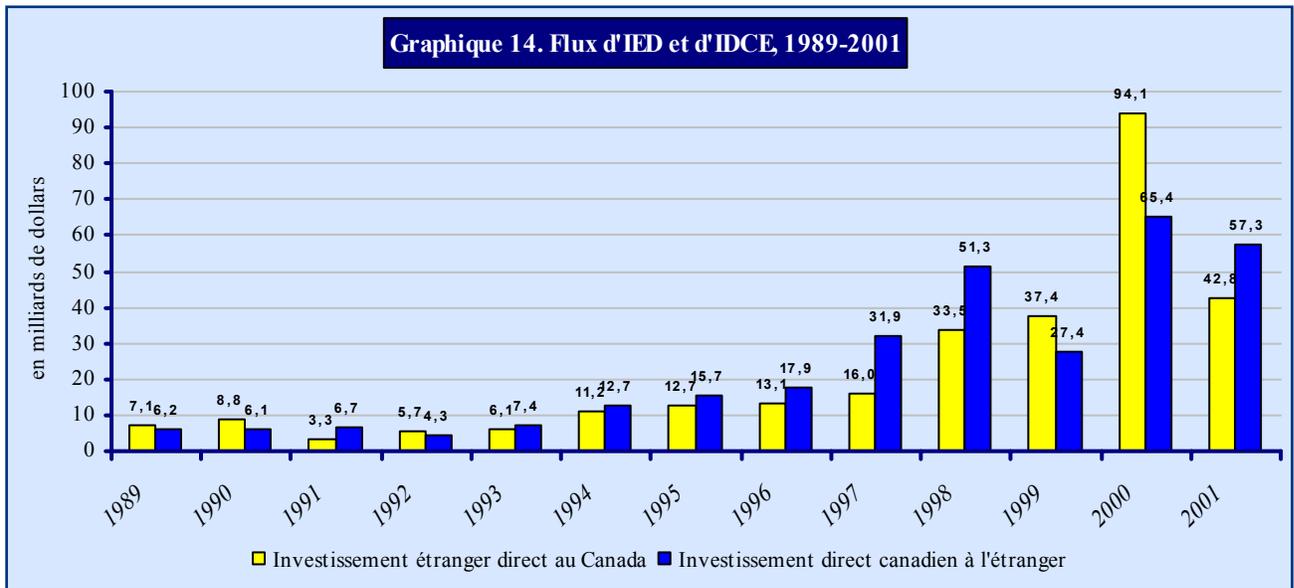
Au cours de la période 1993-1998, l'IDCE a constamment dépassé l'IED, puis l'inverse s'est produit en 1999 et 2000 (graphique 14). En 2001, l'IDCE a de nouveau dépassé l'IED. Le niveau élevé des flux bilatéraux en 2000 et 2001 semble indiquer que ce renversement est principalement attribuable à une transformation structurelle de l'industrie et du commerce en réaction aux pressions de la mondialisation plutôt qu'à des facteurs passagers comme le mouvement des taux de change ou les fluctuations cycliques.

Les chiffres relatifs aux stocks d'investissement représentent les valeurs qui apparaissent au bilan des entreprises où s'effectuent les investissements. Ils englobent non seulement les flux d'investissement cumulés au cours des années précédentes mais également les gains ou pertes en capital sur les actifs existants, les bénéfices réinvestis et les réévaluations liées au taux de change et à d'autres facteurs (tableau 16A). La réévaluation liée au taux de change reflète le changement que subit la valeur d'un actif ou d'un passif libellé en devises étrangères en raison de l'évolution de la valeur de la devise d'émission par rapport au dollar canadien entre le 31 décembre de l'année précédente et le 31 décembre de l'année en cours. D'autres réévaluations rendent compte de l'écart entre le prix auquel les transactions ont été effectuées et la valeur enregistrée au bilan, ainsi que des réévaluations ou dépréciations du capital investi. Les bénéfices réinvestis sont constitués des revenus que les entreprises ne distribuent pas sous forme de dividendes, ceux-ci étant considérés comme un investissement direct du point de vue de la balance des paiements. D'autres rajustements se produisent également lors des réorganisations d'entreprises, qui entraînent la reclassification d'un placement de portefeuille en investissement direct lorsque l'investisseur détient au moins 10 % des actions.



Sources: Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB, 4<sup>e</sup> trimestre de 2001

<sup>18</sup> L'investissement direct désigne l'investissement qui permet aux investisseurs d'exercer une influence importante sur la gestion d'une entreprise. Dans la pratique, il s'agit de transactions qui font que l'investisseur détient au moins 10 % des actions émises et assorties du droit de vote. D'après des données récentes, 88 % des placements à l'étranger ont été effectués dans des filiales canadiennes, l'investisseur détenant plus de 50 % du capital. Les placements de portefeuille comprennent les transactions entre les non-résidents et les résidents canadiens portant sur les actions, obligations et instruments du marché monétaire, qui sont des titres de créance dont l'échéance originale est d'au moins un an. Les autres investissements comprennent des prêts, des dépôts, des réserves officielles de change et des avoirs comme des crédits commerciaux, des fonds d'immigrants différés et des paiements proportionnels.



Source : Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB, 4<sup>e</sup> trimestre de 2001.

Les réévaluations liées au taux de change et à d'autres facteurs ont contribué presque autant que le flux des nouveaux investissements à l'accroissement du stock de l'IDCE en 1994 (tableau 16A). En 2001, la réévaluation liée au taux de change représentait environ 28 % de la croissance du volume de l'IDCE, reflétant largement la dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine. En ce qui concerne l'IED, les bénéfices réinvestis ont compté pour plus de 50 % dans l'augmentation de la valeur comptable du stock d'investissements en 2001.

**Tableau 16A. Contribution à la variation nette de la valeur comptable des stocks d'investissements, 1994 et 2001 (en millions de dollars)**

	IDCE		IED	
	1994	2001	1994	2001
Valeur comptable du stock d'investissements à la fin de l'exercice	146,315	389,426	154,594	320,931
Variation nette de la valeur comptable du stock d'investissements	23,888	49,061	13,101	18,631
Flux d'investissement net	12,694	57,268	11,206	42,767
Flux de capitaux provenant des investissements nets	8,381	48,253	8,514	32,767
Bénéfices réinvestis	4,313	9,015	2,692	10,000
Évaluation liée au taux de change	6,311	13,886	s.o.	s.o.
Variation nette, tous les autres facteurs	4,883	-22,094	1,895	-24,136

Source : Statistique Canada, *Bilan des investissements internationaux du Canada*, n° 67-202-XIB, 2001.

**Tableau 16B. Stocks d'IDCE et d'IED par secteur, fin 2001**

Secteur	IDCE		IED	
	En milliards de dollars	Ventilation (%)	En milliards de dollars	Ventilation (%)
Bois et papier	10,8	2,8	18,3	5,7
Énergie et minéraux métalliques	75,1	19,3	67,2	20,9
Machines et matériel de transport	23,5	6,0	47,9	14,9
Finances et assurances	147,9	38,0	45,5	14,2
Services et commerce de détail	54,1	16,0	26,0	8,1
Autres secteurs	77,9	20,0	115,9	36,1
<b>Total</b>	<b>389,4</b>	<b>100,0</b>	<b>320,9</b>	<b>100,0</b>

Source : Statistique Canada, *Bilan des investissements internationaux du Canada*, n° 67-202-XIB, 2001.

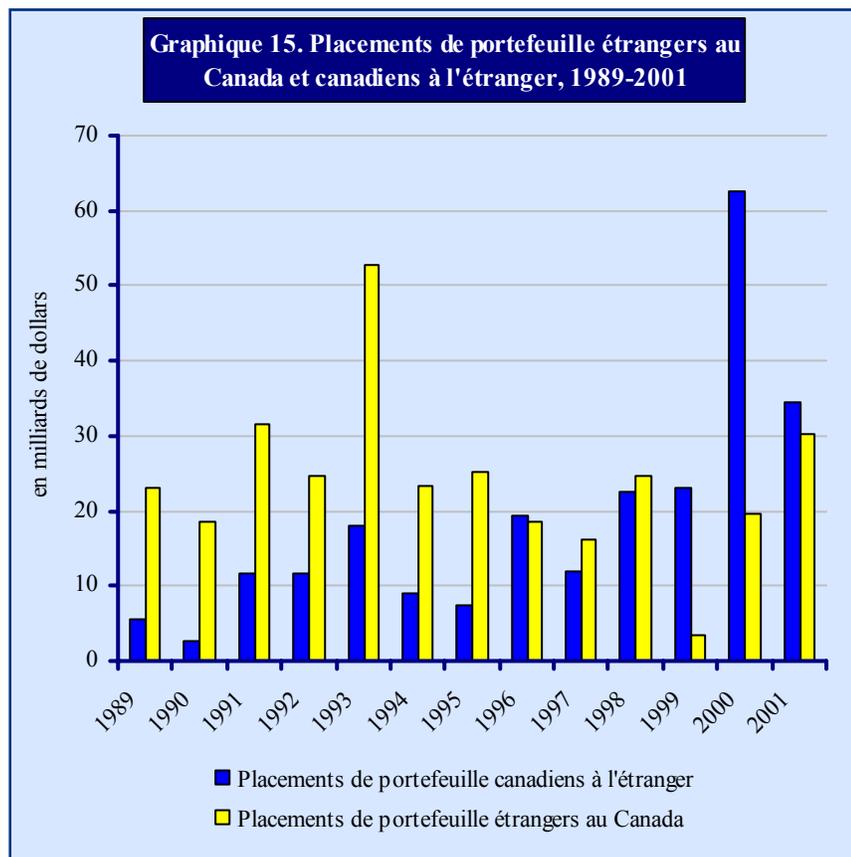
En ce qui concerne le pays d'origine, la part des États-Unis représentait 67 % du stock total d'IED au Canada en 2001, en hausse par rapport à 63,2 % en 2000. La part de l'Union européenne s'établissait à 23,8 % en 2001 après avoir été en hausse en 2000, passant de 20,4 % en 1999 à 27,4 %. Pour ce qui est de l'IDCE, la part des États-Unis était de 51,0 %, suivie de celle du Royaume-Uni à 9,8 %. La part de l'Union européenne était de 19,6 % en 2001, en baisse par rapport à 21,2 % en 2000.

### Placements de portefeuille

Sensibles aux variations des taux d'intérêt, les placements de portefeuille ont toujours fluctué fortement par le passé, au gré des projections quant au rendement financier dans les divers pays hôtes. Les entrées, qui comprennent les placements en obligations, en actions et en valeurs du marché monétaire canadiennes, sont passés de 19,6 milliards de dollars en 2000 à 30,1 milliards en 2001. Les investisseurs étrangers ont acquis un volume sans précédent de 33,6 milliards en obligations canadiennes en 2001, ce qui était largement attribuable à la participation accrue des investisseurs américains.

Les placements de portefeuille canadiens à l'étranger ont diminué, passant de 62,7 milliards en 2000 à 34,5 milliards en 2001. La composition de ces sorties s'est modifiée en faveur de l'achat d'actions étrangères, en raison du relèvement du contenu étranger maximal autorisé pour les régimes de pension enregistrés à l'abri de l'impôt, qui est passé de 25 % en 2000 à 30 % en 2001. L'investissement canadien dans les actions étrangères est demeuré au niveau très élevé de 34,6 milliards en 2001, bien qu'il ait subi une baisse substantielle par rapport aux 58,7 milliards enregistrés en 2000.

En 2001, pour la quatrième fois depuis 1956, les placements de portefeuille canadiens à l'étranger ont dépassé les entrées d'investissements de portefeuille étrangers au Canada. Les trois autres années sont 1996, 1999 et 2000, les sorties ayant alors dépassé les entrées de 0,6, 17,6 et 43,0 milliards de dollars, respectivement. En 2001, l'écart entre les deux flux atteignait 4,4 milliards (graphique 15).



Source : Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB, 4<sup>e</sup> trimestre de 2001.

Compte tenu de ces divers changements, le stock des placements de portefeuille canadiens à l'étranger a atteint 231,2 milliards de dollars en 2001, tandis que celui des placements étrangers au Canada a légèrement augmenté pour s'établir à 527,1 milliards.

### Bilan de l'investissement international

Le Canada dépend largement des entrées de capitaux étrangers pour financer l'investissement intérieur et l'importation de technologies étrangères. C'est pourquoi la dette extérieure cumulée du Canada dépasse généralement les actifs correspondants. L'endettement extérieur a toutefois diminué, passant de 44,7 % en 1993 à 18,8 % en 2001. Cette baisse reflète une nette amélioration du compte de l'IED, qui a transformé un bilan débiteur en un bilan créditeur depuis 1996, ainsi que la poussée des placements en actions étrangères qui a suivi le relèvement du contenu étranger maximal des fonds de placement canadiens à l'abri de l'impôt.

## VI. SOMMAIRE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Le tableau 17 résume la balance de paiements globale du Canada en 2001. Selon les pratiques comptables normales, le compte de la balance des paiements d'un pays est toujours en équilibre. En 2001, le Canada a enregistré un excédent du compte courant de 29,1 milliards de dollars. En termes statistiques, cet excédent est exactement compensé par un déficit au compte de capital et au compte financier (voir la note 16 ci-haut).

Il convient de souligner que le solde des règlements officiels du Canada a affiché un excédent de 3,4 milliards de dollars (le tableau montre le négatif de la même façon comme investissement direct à l'étranger), ce qui indique que la Banque du Canada a accru ses réserves de devises étrangères de ce montant (principalement sous forme de dollars américains et d'autres devises étrangères).

La divergence statistique indique que le bilan net des transactions avec les non-résidents n'est pas adéquatement pris en compte ou mesuré dans les entrées de la balance des paiements. Elle comprend les transactions ou les erreurs de mesure qui n'ont pas été comptabilisées. Elle provient de la somme arithmétique de la balance du compte courant, du compte financier et du compte en capital. En 2001, cet écart était négatif, ce qui indique des sorties nettes de fonds (8,3 milliards) du Canada vers le reste du monde.

**Tableau 17. Balance des comptes de paiements internationaux du Canada, 2001 (en millions de dollars)**

<b>COMPTE COURANT</b>		
Exportations de biens et services	467 605	
Importations de biens et services	412 925	
<i>a. Balance commerciale</i>		54 676
Revenus d'investissement à l'étranger	37 436	
Revenus d'investissement des étrangers	64 883	
<i>b. Revenus de placements nets</i>		-27 446
<i>c. Transferts courants nets</i>		1 870
<b>1. Solde du compte courant (a + b + c)</b>		<b>29 100</b>
<b>COMPTE FINANCIER*</b>		
Investissement direct canadien à l'étranger	-57 268	
Investissement direct étranger au Canada	42 767	
<i>d. Investissements directs étrangers nets</i>		-14 501
Investissements de portefeuille à l'étranger	-34 544	
Investissements de portefeuille au Canada	30 119	
<i>e. Investissements de portefeuille nets</i>		-4 425
<i>f. Autres investissements nets</i>		-7 572
<b>2. Solde du compte financier (d + e + f)</b>		<b>-26 499</b>
Incluant : réserves internationales officielles		-3 353
<b>3. Balance du compte de capital</b>		<b>5 678</b>
<b>4. Divergence statistique</b>		<b>-8 280</b>
<b>Balance des paiements (1 + 2 + 3 + 4)</b>		<b>0</b>

\* Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux liée à une augmentation des actifs ou à une diminution du passif.  
Source : Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB, 4<sup>e</sup> trimestre de 2001.